

INDOUCHE

hebdomadaire de la ligue communiste



Sommaire

- 2** **EDITORIAL**
Lever de rideau.
- 3** **LIGUE COMMUNISTE**
Le 3ème Congrès de la Ligue Communiste.
Alain Krivine à « Armes Égales ».
Piskor relaxé !
- 4** **ECONOMIE**
A quoi est due la hausse permanente des prix ?
- 5**
- 6** **LUTTES OUVRIERES**
SNCF : Le piège ?
Contrats 73 : L'EGF donne le ton.
Victoire des travailleurs de l'HP de Sotteville.
- 7**
Normalisation à la direction des impôts.
Bourron : jusqu'à la victoire.
Vernon : 2 semaines de grève chez Bata.
- 8**
Le 1er Congrès de la Fédération Unie Chimie CFDT :
Une avant première du 36ème Congrès CFDT.
La FUC sur la Ligue Communiste.
- 9**
- 10** **DOSSIER**
Le Gaullisme en crise.
Les héritiers sans héritage.
- 11**
- 12** **ARMÉE**
École polytechnique : militariser la formation des cadres.
Meeting anti-militariste à Barentin.
- 13** **FEMMES**
Un million de « vicieuses » ?
- RÉPRESSION**
Le Havre : échec à une tentative du Front National
Marseille : contre les nazillons, mobilisation.
- 14** **IMMIGRÉS**
Versailles : assassinat d'un ouvrier algérien dans un commissariat.
Relogement immédiat des travailleurs immigrés.
- 15** **ÉDUCATION NATIONALE**
Lycéens :
Decour : le pouvoir frappe, les lycéens ripostent.
Défendre Wander... contre l'AJS !
Étudiants :
CAPES-Agreg : encore la sélection...
- 16** **FRONT SOLIDARITÉ INDOCHINE**
Premières assises nationales du FSI.
- 17**
- 18** **NOTES INTERNATIONALES**
Pakistan : le soulèvement de Karachi.
URSS : dans les camps, on meurt de vieillesse à 33 ans.
TOM-DOM : le mirage de l'autonomie.
- 19**
Afrique : le néo-colonialisme en crise.
Italie : la lutte pour le renouvellement des contrats.
- 20** **CINÉMA**
Family life : d'une horreur banale et quotidienne...

lever de rideau

Passera, passera pas ? Depuis le 1er décembre, la victoire de l'Union de la Gauche, d'improbable est devenue possible. « Comme en 36 ! Mieux qu'en 36 ! », s'exclamaient sur le pavé de la porte de Versailles, et dans les colonnes de l'Huma qui titre : « Prodigieux ». 60 000 ? 100 000 ? Le nombre exact importe peu. Les colonnes de cars, les métros bondés, les marchands de frites qui n'arrêtent pas de remettre ça : contraste net avec la morosité des squelettiques meetings d'entreprises. Les organisateurs, enfin, jubilent.

Et tout le monde se met à y croire vraiment. Dans les boîtes de banlieue, aux portes desquelles les cars de l'Union de la Gauche attendaient, dans l'après midi du 1er décembre, pour conduire en masse les travailleurs à la grande fête. Dans les états majors bourgeois, on se chuchote des chiffres cauchemardesques. « On perd 160 sièges », estime Marcellin. « 190 ! », d'après Robert Boulin. Et il suffit de 131 sièges de chute pour que la majorité devienne minorité.

Faire de nécessité vertu.

Cette impression, à gauche, de tenir le bon bout, cette inquiétude, à droite, de ne plus rien tenir du tout, se fondent à juste titre sur l'actualité politique. A trois mois des élections, c'est la gauche qui a l'initiative. Ancrée sur le texte du programme commun, sa campagne prend tournure, donne l'apparence de la clarté, de la détermination, d'une « alternative », d'une « espérance ». Defferre en pleine forme balade Edgar Faure dans « Armes égales ». Mieux : le regard attendri et complice échangé par Marchais et Mitterrand à la tribune du 1er décembre est celui de deux larrons qui ont laissé de côté tout esprit rancunier. C'est l'entente cordiale : le PS a mis l'étouffoir sur sa conférence internationale contre les procès de Prague ; le PC s'est contenté à ce propos de brefs reproches, laissant au loin Husak s'époumonner dans *Rude Pravo* sur l'anticommunisme forcené des socialistes français.

Cette bonne volonté réciproque a une base solide : la nécessité. Chacun, dans cette affaire, a besoin de l'autre. Pour le Parti Communiste, qui a depuis longtemps misé sur la prise du pouvoir par les urnes, il n'est pire éventualité que de se retrouver isolé dans le corps électoral. D'où l'inéluctabilité de l'alliance d'appareil avec le PS, et si possible quelques « radicaux de gauche » : c'est la stratégie frontiste.

Le PS cherche, lui, à regagner aux yeux de la bourgeoisie une crédibilité sévèrement entamée ces dernières années, notamment par le bide mémorable du tandem Defferre-Mendès en 1969. Il s'agit pour lui d'acquérir une bonne base électorale, accessoirement de reconstituer un appareil, de recruter cadres et militants. Pour ce faire, il doit apparaître nettement dans le camp de la gauche, se dégager du marais où guette l'enlisement et le discrédit. Le but suprême reste, pour François Mitterrand, d'obtenir le soutien de l'ensemble de la gauche pour les présidentielles de 1976.

L'Union de la Gauche, c'est le monstrueux batard de ces deux projets réformistes, différents mais enchaînés l'un à l'autre comme l'aveugle au paralytique.

Panique et vieille pétoire.

Chez les sortants, la querelle des investitures bat son plein. Giscardiens, fauristes, centristes majoritaires et majoritaires centristes, se marchent sur les pieds au seuil des « bonnes circonscriptions ». Navrant ! La bourgeoisie elle-même s'offusque de la mesquinerie de ses représentants. « Il était temps », soupire le *Figaro*, après l'annonce que les investitures majoritaires seront, le 12 décembre, enfin rendues publiques.

La majorité est bien à court de manœuvres. Chaban a déjà été sacrifié — inutilement — à Messmer sur l'autel de l'efficacité électorale. Les mesures sociales d'Edgar Faure n'amuse personne. Les visites du vieux Pinay à l'Élysée, n'ont pas empêché les loyers d'escalader l'échelle des prix. Reste une bonne vieille pétoire, qui vise bas et fait un gros vacarme : la pétoire anticommuniste. Raisonnablement simple : la vie politique se bipolarise, Mitterrand est enchaîné à Marchais, si on descend Marchais, les citoyens hésitants reviendront bêler leur peur chez nous. Les premiers plombs fusent déjà. Sur Marchais précisément : « Montrons plus souvent sa tête, elle fait peur », aurait conseillé Pompidou. « Je ne prendrais pas cet homme en stop dans ma voiture », crache la potiche Peyrefitte. Les murs de Paris s'étoilent d'affichettes du SAC : « Marchais veut instaurer, en se servant de Mitterrand, un régime dictatorial que quatre millions de réfugiés de l'Est ont déjà fui ».

La bourgeoisie aurait-elle peur de l'arrivée au pouvoir des partis réformistes ? Si elle est encore capable de penser au delà de ses intérêts de boutique à court terme, de sonder par exemple les cauchemars d'Allende, elle sait qu'une défaite par les urnes lui laisserait assez de moyens institutionnels et économiques pour garder le contrôle de la situation. Elle a, par contre, certaines raisons de craindre qu'une progression spectaculaire de la gauche unie ne suscite, dans les esprits ouvriers, un espoir insensé, étincelle allumant une crise sociale majeure.

Les illusions de Décembre.

Le PC va désamorcer à sa manière les gadgets grossiers des orateurs UDR, RI, PDM, etc... : en se couvrant largement de la caution « radicale de gauche », en criant bien fort qu'ici on est en France et qu'il faut pas confondre, et surtout, en muselant les luttes qui viendraient à éclater dans les entreprises. Il promet déjà aux travailleurs de les combler demain s'ils se taisent aujourd'hui et votent bien entre temps. Il sera peut être entendu : « le courant passe », paraît-il... Les trois mois à venir risquent de donner le spectacle d'une polémique où chacun s'efforcera d'être plus tricolore, plus démocratique, plus attaché à la Constitution. Dans cette campagne, les militants révolutionnaires continueront d'expliquer que, courant ou pas, mieux qu'en 36 ou pas, il ne suffit pas d'élections pour que l'État bourgeois passe la main.

Y. Clément

3e CONGRES DE LA LIGUE COMMUNISTE



Photo TRIX



Devant 350 délégués, et 200 observateurs, le 3ème Congrès de la Ligue Communiste s'est ouvert, à Versailles, le 6 décembre 1972. A dix heures, le Comité Central et tous les organismes de direction qui en émanaient (Bureau Politique, Commissions Nationales, Secrétariat de Rédaction) étaient dissouts. Le Congrès National, représentant les cellules a élu son Bureau, direction provisoire de la Ligue Communiste jusqu'à l'élection du nouveau Comité Central. L'après-midi, les délégués ont entendu successivement les rapports des trois différentes tendances sur la tactique de construction du parti. Après quoi s'est ouvert le débat général sur les Thèses, les résolutions et leurs amendements. Nous rendrons compte, dans notre prochain numéro des travaux du Congrès.

à armes égales

20.30
FAUT-IL CHANGER LA POLITIQUE ?
avec Bernard Stasi et Alain Krivine

mercredi 13 décembre
1e chaine tv

Le 13 décembre, notre camarade Alain Krivine, du Bureau Politique de la Ligue Communiste, participera à l'émission télévisée « A armes égales ».

Certes, nous ne sommes pas dupes. Si la bourgeoisie nous « accueille » sur les ondes de sa télé, c'est en partie parce qu'elle espère nous utiliser dans sa campagne anti-communiste. Mais, qu'elle se détrompe. Dans ce « débat », nos coups l'atteindront, elle. Elle et son État.

Militants, sympathisants, lecteurs, organisez des écoutes collectives.

le jugement d'appel sur le procès de Flins vient d'être rendu

Le jugement d'appel sur le procès de Flins vient d'être rendu.

Notre camarade Raymond Piskor est relaxé !

On se souvient qu'il avait été condamné en première instance par le tribunal de Versailles à 13 mois de prison avec sursis pour coups et blessures volontaires, ce qui l'obligeait à payer plusieurs millions de dommages et intérêts à la maîtrise de Renault. Il écoppait en outre de deux mois de prison ferme et 500 F d'amende pour violation de domicile.

Les attendus du jugement sont contradictoires. Ils prétendent d'une part que Piskor était à Flins ce jour-là (a peine de prison demeure donc pour violation de domicile, mais est amnistiée et ne figure pas au casier judiciaire). Mais d'autre part, les juges considèrent que Piskor n'a pas porté de coups. Ces explications mi-chèvre, mi-chou reflètent le malaise des juges dans cette affaire. On ne désavoue pas totalement les conclusions du jugement précédent ; la justice doit rester « cohérente », mais par ailleurs on ne

tient pas à susciter une agitation nouvelle à propos d'une histoire qui, comme l'a démontré la défense, respire la machination. A l'évidence, ce recul traduit les hésitations d'une justice dont le récent congrès de la magistrature vient de révéler la crise de conscience en pleine lumière. Néanmoins, d'autres facteurs essentiels ont joué et ont imposé cette victoire :

– la campagne de presse vigoureuse de la Ligue Communiste et le soutien des professeurs de l'École Pratique des Hautes Etudes,

– la défense juridique sans concessions impulsée par Maître Jouffa, Maître Fournier et Maître Comte. Les défenseurs notamment ont su faire apparaître les contradictions dans les témoignages de la maîtrise de Renault, le rôle des polices parallèles dans cette affaire et aussi l'absence de Piskor ce jour-là à Flins. Cette victoire est exemplaire. Elle montre qu'aujourd'hui la défense militante des révolutionnaires peut être payante.

– la défense juridique sans concessions impulsée par Maître Jouffa, Maître Fournier et Maître Comte. Les défenseurs notamment ont su faire apparaître les contradictions dans les témoignages de la maîtrise de Renault, le rôle des polices parallèles dans cette affaire et aussi l'absence de Piskor ce jour-là à Flins. Cette victoire est exemplaire. Elle montre qu'aujourd'hui la défense militante des révolutionnaires peut être payante.

meetings

500 personnes le jeudi 30 novembre à Toulouse. D. Bensaïd : où va le Chili ? Succès. Débat animé, surtout avec des militants de LO.

Jussieu

Vive la révolution mondiale !

A l'heure où les partis de la « gauche » affirment le caractère original de la voie française vers le socialisme, c'est sur le thème de la révolution mondiale que les cellules de la Ligue et les Comités Rouges ont organisé une campagne d'agitation et de propagande :

Edition de bulletins de Comités Rouges et d'une affiche centrale sur la faculté. Cercles ouverts dans les différents départements. En psychologie : « L'École que nous voulons ». En Histoire, à Paris VII Sciences, et pour le personnel, des débats sur « la situation au Chili ».

Ensuite se sont tenus trois mini-meetings avec projection de films.

– Sur la « Révolution coloniale » rassemblant 100 à 120 personnes.

– Sur les « luttes ouvrières en Espagne » : 120 à 150 participants.

– « Révolution politique dans les Pays de l'Est » : 80 participants.

Enfin un meeting central avec Alain Krivine et Daniel Bensaïd, auquel assaient 350 étudiants et membres du personnel termina la campagne. Le débat porta sur la position des révolutionnaires face aux élections, l'attitude envers les syndicats, les problèmes de la répression. C'est le meeting le plus important de la Ligue sur la faculté depuis mai 68.



les salaires français à la traîne

Giscard prétend que si en France les prix augmentaient plus vite qu'à l'étranger c'est parce que les salaires augmentent trop ; alors de deux choses l'une : soit il ne lit pas les statistiques du Marché Commun, soit il ment ; au choix...

Les chiffres montrent en effet qu'en France le taux annuel moyen du salaire nominal depuis 1964 est plus faible qu'en Italie, qu'aux Pays-Bas et qu'en Belgique.

Si l'on tient compte des hausses de prix respectives, la France vient en 5ème position pour le salaire réel !

Comme dit France-Soir : « le Président de la République va faire appel à la raison et au civisme des Français ». L'intérêt national commande de restreindre encore le pouvoir d'achat des travailleurs...

Un intérêt national bien compris, c'est-à-dire celui des patrons.

en france, seuls les discours ne coûtent pas cher

* Le gouvernement fait mine de s'affoler : les prix augmentent trop vite.

Il y a un an, Giscard annonçait que la hausse ne dépasserait pas 3,9 %. En fait, elle atteindra près de 7 % selon l'indice CGT. Tout cela parce que les patrons, pour maintenir leurs profits et leurs investissements, augmentent sans cesse leurs prix.

Pompidou reçoit Pinay, ce « champion de la stabilité passée » pour envisager avec lui les mesures à prendre et pour montrer à l'opinion publique, à grand renfort de publicité radio-télévisée, qu'il cherche des solutions. Mais ce n'est pas l'inflation en soi qui inquiète le gouvernement : il lui importe peu en effet que le pouvoir d'achat des travailleurs se dégrade ; ce qui le préoccupe en premier lieu, c'est que la hausse des prix est plus élevée à l'étranger et qu'à terme cela risque de remettre en cause la position concurrentielle de la bourgeoisie française.

* En octobre, la hausse a atteint le taux record de 0,9 % (toujours selon l'indice gouvernemental). Et ce sont les prix alimentaires qui augmentent le plus : en un an, le bœuf a augmenté de 16 % ! Par conséquent, une fois de plus, ce sont les familles ouvrières (celles qui consacrent la majeure partie de leurs revenus en dépenses alimentaires) qui sont les plus atteintes par la dégradation du pouvoir d'achat : en effet, les hausses de salaires arrachées dans la lutte sont bien plus que compensées par l'inflation. Dans le secteur public, cette dégradation est particulièrement importante.

* Quant aux mesures prévues par le gouvernement, elles ne visent qu'une chose : faire subir aux travailleurs les frais de la politique capitaliste.

Les fameux contrats anti-hausse se sont révélés bien inefficaces, et pour cause : Giscard n'entend pas porter atteinte aux profits du grand capital.

Par contre, toutes les mesures envisagées aujourd'hui montrent clairement que si Giscard n'entend pas bloquer les prix, il entend bloquer les salaires : il parle de plus en plus de la mise en place d'une politique des revenus, c'est-à-dire d'un strict encadrement des revenus salariaux (et non pas patronaux) pour après les élections. D'ores et déjà, les contrats de progrès proposés pour 73 sont la stricte reconduction de ceux de 72, sans rien de plus ; d'ores et déjà, l'équilibre budgétaire a été obtenu en rognant sur les équipements collectifs (et pas sur les dépenses militaires...). Quant au salaire minimum, CNPF et gouvernement refusent toujours de le porter à 1 000 F alors que c'était la revendication de 68 et que depuis les prix ont galopé.

Cela laisse donc augurer de la politique que prépare Giscard. Car ce ne sont pas les mesures pré-électorales de baisse de prix de la viande, du beurre (aux dépens de sa qualité) et des patates qui vont résoudre les problèmes actuels : il ne s'agit que de mesures démagogiques destinées à tromper les travailleurs ; d'ailleurs dans le même temps... l'essence augmente !

Ce n'est pas aux travailleurs de faire les frais de l'anarchie capitaliste :

— pour empêcher que les hausses de prix reviennent toujours rogner les augmentations de salaires : échelle mobile des salaires.

— pour contrecarrer la volonté patronale de planification stricte des revenus, battons pour obtenir : 200 F pour tous afin que les bas salaires ne soient pas systématiquement lésés.

— pour que tous les travailleurs aient un salaire décent pour vivre : pas de salaire inférieur à 1 200 F pour 40 heures.

Corinne LORRAIN

pour une véritable échelle mobile des salaires

La hausse permanente des prix, qui est la manifestation la plus apparente de l'inflation, caractérise le système capitaliste depuis la 2ème guerre mondiale.

Les hausses de salaires sont-elles responsables de la hausse des prix ?

Si les prix augmentent, nous explique-t-on, c'est parce que les coûts salariaux supportés par les capitalistes augmentent. Si les coûts salariaux augmentent, c'est parce que, nous dit-on, les taux de salaires nominaux augmentent plus vite que la productivité.

Dés lors, affirment ensemble les économistes et les gouvernements bourgeois, l'inflation est la manifestation d'une puissance excessive des travailleurs et « à moins que des mesures soient prises pour affaiblir le pouvoir des syndicats, le problème de l'inflation continuera à se poser ». Et de fait, on nous propose comme solution le principe suivant : à l'échelle nationale, la hausse des taux de salaires nominaux moyens doit être égale à la hausse de la productivité moyenne. Pour parvenir à la limitation des salaires divers moyens, qui se ramènent tous à une atteinte directe aux droits des syndicats et des travailleurs, ont été mis en œuvre selon les pays : atteinte au droit de grève, restrictions au pouvoir des syndicats, politique restrictive des salaires essayant d'obtenir, au nom de l'intérêt national, l'accord des syndicats. En France, les contrats de progrès sont un des aspects de cette politique.

Mais les économistes bourgeois « oublient » de dire que si les prix augmentent à la suite d'une hausse de salaire, c'est parce que les capitalistes ne veulent pas toucher à leurs profits et qu'ils répercutent immédiatement la hausse en la gonflant ; prenons un exemple simple : si un produit coûte 1 000 F qui se décomposent de la façon suivante :

500 f de salaires,
200 F de machines et matières premières,

300 F de profits,

un augmentation de 10 % des salaires donnerait : 550 F plus 200 F plus 300 F égalent 1 050 F.

Le prix n'aurait donc augmenté que de 5 %. Quand le patron augmente les prix de 10 %, c'est qu'il fait passer ses profits de 300 à 350 F, soit une augmentation de plus de 16 % !

De plus, grâce à l'accroissement permanente de la productivité, les prix pourraient rester stables même si les salaires augmentaient plus que la productivité ainsi, si dans le même temps, les travailleurs produisent 100 unités en plus, leurs salaires pourraient être portés à 600 F sans que les prix ni les profits ne bougent, ce qui revient à 20 % d'augmentation des salaires pour 10 % d'augmentation de la productivité.

Par conséquent, ce sont les patrons qui sont responsables de l'inflation : ils accroissent leurs profits par l'intermédiaire de la hausse des prix.

Certes nous dira-t-on, dans le système capitaliste qui est le nôtre, fondé sur la propriété privée, la part des profits ne saurait diminuer sans que soient compromise la poursuite de l'investissement et donc le développement de la production.

Et cela est vrai : mais cela montre tout simplement que si les capitalistes, face à des hausses de salaires augmentent leurs prix, ce n'est pas parce qu'ils sont « méchants » : c'est une loi inéluctable du système. Le système capitaliste, c'est la recherche du taux de profit maximum, donc

— le frein à l'augmentation des salaires — et la hausse — et la hausse des prix pour reprendre aux travailleurs tout ou partie des hausses de salaire arrachées dans les luttes.

Ce sont les monopoles et l'Etat bourgeois qui sont responsables de l'inflation.

De façon générale, la hausse permanente des prix n'est que l'expression au niveau monétaire, de l'action

conjointe des monopoles et de l'Etat bourgeois pour accroître l'exploitation des travailleurs.

A) Les monopoles exercent une quadruple action :

— plus ou moins à l'abri de la concurrence, ils tentent d'augmenter leurs prix pour s'approprier d'énormes surprofits.

— le type de concurrence auquel se livrent les monopoles entraîne le développement de toute une série de coûts, qui ont augmenté

— les monopoles facilitent la transmission à travers toute l'économie des hausses de prix : les petites entreprises qui achètent aux monopoles les machines dont elles ont besoin, reporteront sur les consommateurs les majorations de prix qu'elles subissent.

— enfin, les monopoles font tout pour empêcher leurs prix de baisser : lorsqu'il y a une réduction de coût par exemple, elle est rarement répercutée sur les prix.

B) L'Etat bourgeois, conjointement à l'action des monopoles, exerce lui aussi un rôle important :

— par sa politique monétaire, il fournit la quantité de monnaie suffisante pour financer les hausses de prix. — en intervenant pour soutenir les investissements privés, en développant les dépenses publiques improductives (notamment les dépenses militaires), il fait naître lui-même de nouvelles causes de hausses de prix.

Et quand le gouvernement prétend lutter contre l'inflation, il met en place des plans dits de stabilisation qui comportent toujours des mesures visant à freiner l'augmentation des salaires et à ralentir le rythme d'accumulation du capital, donc à accroître le chômage.

Par conséquent, que l'Etat bourgeois favorise l'inflation ou lutte contre elle, c'est toujours pour le plus grand bien des patrons.

J. DAVID

a quoi est due la hausse permanente des prix ?

L'échelle mobile des salaires permet de faire varier automatiquement les salaires dans la même proportion que les prix, donc de maintenir le pouvoir d'achat. Car en fait, c'est après les profits que courent les salaires et non pas l'inverse. Donc, pour que le niveau de vie du salarié soit maintenu, il faut que les hausses de salaires suivent exactement et sans retard les hausses de prix.

Un tel système existe légalement en France pour la SMIC (quoique l'augmentation intervienne avec retard par rapport à celle des prix), mais il est légalement interdit pour les autres salaires, par une des premières ordonnances gaullistes.

Comment mesurer le niveau des prix ?

Il existe aujourd'hui plusieurs indices : un indice gouvernemental et des indices calculés par les syndicats et les organisations professionnelles. Ces indices sont calculés en mesurant l'écart (mensuel ou annuel) enregistré par le budget-type, c'est-à-dire le modèle de consommation d'une famille modeste.

Donc, suivant les budgets-type utilisés, on peut obtenir des résultats tout à fait différents ; c'est ainsi que l'indice officiel montre systématiquement des augmentations plus faibles que tous les autres... comme par hasard.

Mais même plus proches de la réalité, les indices syndicaux aussi ont un défaut : tous les indices sont en effet conçus comme de simples opérations techniques ; or un modèle de consommation ne peut jamais correspondre aux besoins réels et différenciés des travailleurs : le travailleur de 1972 n'utilise pas sa paie de la même manière que celui des années 50. En réalité, le niveau réel des prix ne peut être jugé que

par les consommateurs eux-mêmes. Une véritable échelle mobile ne peut exister que si les travailleurs ont eux-mêmes le contrôle complet du niveau des prix et du calcul d'un indice de prix.

Cela suppose l'organisation des travailleurs en comités de consommateurs sur les quartiers et la discussion démocratique dans ces comités de la composition d'un budget-type. Mais comme il est probable qu'un tel contrôle des prix par les travailleurs provoquera des réactions brutales des capitalistes (fuite en avant par l'inflation galopante), cela implique parallèlement la nécessité d'un contrôle ouvrier sur la formation des prix et les marges bénéficiaires au niveau de la production et de la distribution. C'est dire qu'une véritable échelle mobile ne pourra se réaliser que dans la phase de transition vers le socialisme, quand les patrons ne seront plus les seuls maîtres à bord. Cela suppose donc une mobilisation très importante de la classe ouvrière

Dans l'immédiat, que peut-on obtenir ?

Ce qui a été obtenu dans nombre d'entreprises, ce sont des accords annuels (ou bi-annuels) qui comportent une clause prévoyant qu'au cas où l'augmentation des prix serait plus élevée que la hausse prévue des salaires, alors on relèvera un peu les salaires.

De telles clauses de sauvegarde ne coûtent pas cher au patronat car il ne s'agit en rien d'un ajustement automatique des salaires sur les prix.

Nous sommes loin de ce qui doit être l'objectif immédiat :

l'abrogation de l'ordonnance de 58 et l'indexation de tous les salaires sur un indice reflétant au mieux les prix, c'est-à-dire établi par les organisations syndicales.

Dans la lutte pour l'échelle mobile, il faut être clair sur ce qu'on exige :

— l'ajustement automatique sitôt que l'indice choisi augmente d'un faible seuil : l'augmentation du salaire doit être du même taux que celle des prix, sans fixation d'un seuil minimum comme c'est le cas actuellement pour le SMIC.

— l'effet rétroactif de l'augmentation de salaire : en effet, l'augmentation des prix est constatée en fin de mois ; il faut donc que le rattrapage n'intervienne pas seulement pour le mois suivant, mais y compris pour le mois précédent

— le rejet de tout indice gouvernemental et l'adoption de celui des organisations ouvrières.

L'échelle mobile des salaires doit permettre aux travailleurs de ne pas perdre en niveau de vie. Elle est une mesure conservatoire au sens où elle n'assure nullement l'amélioration du pouvoir d'achat ; mais alors que l'inflation grimpe à grande vitesse, il est plus que jamais nécessaire d'obtenir de réelles garanties que ce que nous arrachons aux patrons ne sera pas repris par la hausse des prix.

C.L.

POUR LE GOUVERNEMENT, UNE DEVISE : PLUS ON TRUQUE, MIEUX ON SE PORTE

Le gouvernement utilise aujourd'hui l'indice des 295 articles, encore plus truqué que celui de 259, et ce n'est pas peu dire.

— Le loyer y représente 5 % alors que les travailleurs y consacrent en moyenne 25 %.

— Le poste alimentaire est lui aussi dérisoire : 31,5 % (contre 42,8 % pour l'indice de 259 articles) de même que la part des transports publics. Et surtout, le magouillage est possible en permanence :

— les magasins-test où sont relevés les prix sont avertis des contrôles et ont donc le temps d'aménager leurs prix.

— les articles ne sont ni fixes ni connus du public : tel ou tel article peut donc être remplacé à tout moment, par un autre qui augmente moins vite bien sûr.

— enfin, Giscard peut chaque année modifier la part des différents postes.

Cet indice est donc un miracle d'ingéniosité... Dans ces conditions, qu'il augmente de 7 % pour 1972 permet de dire sans se tromper que la hausse réelle est beaucoup plus forte.

snCF : le piège ?

« Ne pas effrayer les électeurs, ne pas être débordée par les travailleurs en lutte, voilà le souci qui anime aujourd'hui la fraction du PCF dans la CGT. Il faut mettre le holà à une situation dangereuse ». C'est ce qu'écrivait Rouge la semaine dernière. A la SNCF, c'est fait : les trains vont rouler, direction et syndicats se séparent sur un désaccord nuancé. Bref, pour les cheminots - non consultés - la bataille électorale succède à la lutte pour les revendications.

Deux grèves.

Le 20 octobre, quasi-unanime : la hausse des prix est telle, selon l'indice truqué, que le pouvoir d'achat des cheminots accumule un retard... aggravé par la comparaison avec de nombreuses entreprises privées. La lutte est conçue par les cheminots comme un début. Trois semaines après (on a redemandé de véritables négociations entre temps), c'est la grève par réseau, qualitativement moins efficace par rapport à une grève nationale... Elle est massivement suivie et les AG unitaires demandent dans des centres importants de l'Ouest, du Sud-Est, l'augmentation uniforme et immédiate des salaires. Souvent, les motions demandent aux directions syndicales d'organiser la poursuite de la lutte. Après la semaine des grèves tournantes, face au cadre strictement maintenu des clauses du contrat, la mobilisation des cheminots est intacte. A la veille d'une nouvelle entrevue syndicats-direction, la seule forme de lutte était le « tous ensemble » face au gouvernement ; c'est là que réapparaît le piège...

Nous ne tomberons pas dans le piège...

Le piège, pour la fraction PCF, c'est d'être amené à... continuer la lutte. Comment, dit Massabieaux, ne pas voir qu'on veut nous contraindre à organiser des grèves pour la période des fêtes, des grèves impopulaires, qui dresseraient les usagers contre les travailleurs. Le conflit, certes, reste ouvert, mais nous ne bougerons pas ! Et d'en appeler à Messmer pour trouver une issue. Naguère, les syndicats rappelaient que la direction de la SNCF n'appliquait que les mesures décidées par le gouvernement, que Guibert était « contraint à appliquer des décisions dont il n'était pas responsable ». Alors ? La fraction PCF essaie de faire la démonstration que seule une politique nouvelle, le succès du programme commun pourra satisfaire les revendications. Messmer, UDR responsables : il faut donc soutenir l'union de la gauche. L'ensemble des bureaucraties syndicales emboîte le pas, elles sont largement minoritaires. Ainsi, se trouve brisée la volonté de lutte des cheminots. Guibert ne propose même pas de poursuivre la discussion sur le contrat 73, « en raison de diverses incertitudes, qui pèsent sur les prix, l'expansion, la situation politique ». De fait, l'étape 73 de la rentabilisation est commencée : le passage à 41 heures (prévu depuis 4 ans), le salaire d'embauche (primes incluses) sera voisin de 1 000 francs au 31/12, mais le traitement de départ, lui, reste très inférieur ; quant à l'indice des 295, les syndicats estiment qu'il est suffisamment truqué pour ne pas servir de base au pouvoir d'achat... mais il reste. Alors ? Le piège existe bel et bien, et les militants syndicaux critiques auront tôt fait de le démasquer : en troquant une volonté de lutte massive pour la préparation électorale de l'Union de la Gauche, la fraction PCF de la CGT, et les pâles directions

syndicales CFDT, FO et Autonomes permettent une fois de plus le sauvetage d'une politique contractuelle moribonde ; et la mise au rencart des revendications. Sans nul doute, les militants cheminots vont demander des comptes à leurs directions syndicales. Nous maintiendrons « la pression des travailleurs », clamait Ségué récemment. Aujourd'hui, de nombreux cheminots ajoutent : « ...jusqu'à la campagne électorale ».

Y. Ferro.

contrats 73 : l'egf donne le ton !

Le 6 décembre, devra être signé l'avenant 73 à la convention salariale de l'EGF. Sur le plan des salaires, cet avenant reconduit en 73 la même garantie qu'en 72, soit 2,5 % d'augmentation des salaires en plus de l'augmentation de l'indice officiel des prix. A l'heure où nous écrivons, la plupart des fédérations signeront, peut-être même la fédé CFDT, non signataire en 72. L'acceptation à l'EGF de cette augmentation dérisoire des salaires est à rapprocher de la revendication des 11 % minimum des fédés métallurgie CGT et CFDT. Mais, en l'occurrence, l'essentiel n'est aujourd'hui pas là. En effet, les directions d'EGF exigent aujourd'hui explicitement que la signature de l'avenant 73 engage les fédérations sur l'ensemble des autres problèmes. Elles déclarent en effet considé-

rer « que la signature de la convention salariale clôt dans l'immédiat les négociations sur les autres points ». On ne peut être plus clair. Ce que nous avons toujours dénoncé, à savoir que la signature d'accords salariaux laisse les syndicats pieds et poings liés face à tous les autres problèmes, se trouve aujourd'hui reconnu par les directions elles-mêmes. Alors que les gaziers et électriciens de Brest, Nantes et Tours viennent de livrer de dures batailles pour des effectifs, que ceux de Melun sont aujourd'hui en grève pour le même problème, les signataires prendront là une lourde responsabilité. Plus que jamais, nous répéterons :
A bas les conventions salariales !
A bas les contrats de collaboration de classe !

victoire des travailleurs de l'HP de Sotteville

La direction a cédé devant la détermination des travailleurs. Les deux revendications restées sans résultat viennent d'être pour une large part satisfaites, le 1er-12, premier jour de la reprise de la grève par le personnel de l'H.P. La direction, ébranlée par le maintien d'une combativité importante dans l'hôpital, a lâché, de peur de voir à nouveau la grève reconduite. Cela a été largement perçu par les travail-

leurs, conscients de leur victoire ; ils ont vu là que seules leur détermination, les formes de lutte utilisées (grève reconductible, manif, popularisation) étaient payantes. Pour eux, c'est un acquis avec lequel ils ont renoué. Ils ont pu concrètement juger de l'inefficacité des grèves de 24 h. Ils ne sont pas près d'y revenir.

Victoire des travailleurs par la démocratie ouvrière.

Les grévistes ont, le 21 novembre, voté la reprise momentanée du travail, après l'obtention de deux revendications sur quatre, dans des conditions très précises. Ce ne furent pas celles proposées par la fraction PCF dans la CGT : « on vote la reprise, puis on verra ». La reprise fut décidée dans un vote majoritaire sur les propositions de la CFDT : on arrêtait la grève, pour la reprendre le 1er décembre, faire des négociations, et elle serait reconduite en AG si la direction ne lâchait pas. Une telle position maintenait la mobilisation du personnel et continuait à exercer le rapport de force vis à vis de la direction. C'est ce qui l'a fait céder. La fraction PCF dans la CGT prévoyait une AG des syndiqués CGT 3 jours après le 21 novembre, afin de s'appuyer sur elle pour s'opposer à tout vote de l'ensemble des grévistes. Elle a été obligée de la décommander, devant ce vote des grévistes : de très nombreux syndiqués CGT y participaient et votaient même pour les propositions de la CFDT. La volonté d'opposer de façon manipulateur et bureaucratique « démocratie syndicale et démocratie ouvrière » a été balayée dans les faits. Cela aussi est un des acquis des travailleurs de l'H.P., un pas en avant dans leur conviction que la prise en charge effective de leur lutte est la condition de leur victoire. Pour les travailleurs de l'H.P., comme ils l'ont dit dans leur manif :
Si l'État ne paie pas, seul le combat paie !



photo SIMONET

normalisation à la direction des impôts

Giscard a fait transférer en 67 l'ENI (École Nationale des Impôts) à Clermont-Ferrand. Décentralisation ! Mais aussi apport de devises dans le fief électoral de Giscard (Chamalières n'est pas loin).

Depuis cette date, et surtout depuis 68, cette école cause bien des soucis au Directeur Général des Impôts et à Giscard lui-même. Elle concentre pour des stages de 3 mois à 1 an des jeunes agents, en majorité peu insérés dans la vie professionnelle (les inspecteurs élèves, en particulier, terminaient en même temps leur licence) et... combattifs !

De fait, l'ENI a été, ces dernières années, le cadre de luttes plus radicales que celles des agents des Impôts en général :

- grève en 67, avec intervention des CRS dans l'école ;
- boycott de la participation-bidon en 71 et 72 par la section CFDT ;
- grève de décembre 70 ;
- et surtout grève de 71 sur les débuts de carrière A : 3 semaines avec occupation.

Aussi, le Directeur Général et Giscard veulent-ils « normaliser » la situation, mettre au pas l'ENI.

Ils ne veulent pas que la promotion 72-73 rencontre la précédente (ces trublions !). Et, prétextant d'une grève de 24 heures, le 26 octobre, ils frappent :

- 1) Les inspecteur-élèves (IE) installés le 1er septembre pour un an sont renvoyés dans leurs foyers.
- 2) Leurs camarades devant rejoindre Clermont le 2 novembre sont prévenus le 30 octobre qu'ils doivent différer leur départ.

Les problèmes matériels et familiaux de tous ces agents sont évidemment le dernier des soucis de la Direction (appartement, scolarité des enfants, etc...). Plus grave, cette attaque frontale est un coup de sonde. En tant que telle, elle appelle une riposte de tous les agents de la DGI.

Au niveau parisien et face à la combativité des IE, les syndicats (CFDT, CGT, FO, Auto-

nomes) ont organisé cette riposte : demande d'audience (refusée), pétitions (?) et enfin manifestation devant le ministère, le 28 novembre.

Le rassemblement (1 000 personnes environ) s'est tenu. Une délégation a été reçue par un « chef de cabinet pas au courant ». Après ce résultat, les cris de « Au ministère, au ministère ! » fusaient de la manif. Face à cela, les états-majors syndicaux ont invité les participants à se disperser (!), affirmant que nous saurions reprendre l'action « où et quand il le faudrait ».

Affaire à suivre.

Le 28/11/72
Correspondant.

Bourron : jusqu'à la victoire

La raffinerie de Bourron, près de Nemours, entre dans sa 6ème semaine de grève.

Depuis le 26 octobre, la direction refuse systématiquement toute négociation et de plus, organise une série de provocations !

Les pièges de la direction et des non-grévistes :

Après la lettre des non-grévistes faisant de l'intoxication sur les salaires, ces derniers passent à l'action en forçant les portes de l'usine. Pour éviter que les forces de l'ordre n'interviennent en cas de heurts entre grévistes et non-grévistes, les grévistes décident alors de sortir de l'usine ! Néanmoins, avant de sortir, les travailleurs ferment tous les transformateurs, enlèvent les fusibles, pour éviter que la production puisse se réaliser.

Le PDG, voyant ce « sabotage » exige, pour que les négociations s'ouvrent, que les installations soient remises en état. Les travailleurs font preuve de bonne volonté et remettent les fusibles !... Mais le PDG n'ouvre évidemment pas les négociations ! La situation a été changée par l'intervention des délégués du congrès FUC-CFDT (cf compte rendu du congrès de la FUC).

En refusant des négociations même après ces événements, Royer va jusqu'à attaquer le maire pour son soutien aux grévistes et lui demande d'ap-

peeler les CRS pour délivrer le directeur. Samedi matin, avait lieu une AG des grévistes. A cette AG, les femmes des grévistes, venues avec leurs enfants, décident d'envahir le centre administratif de l'usine, pour réclamer les bulletins d'allocations. Le lundi, les grévistes réoccupent l'usine, puisque les négociations ne s'ouvrent toujours pas !

Plus que jamais, le soutien est nécessaire. Des grèves de soutien ont eu lieu. L'extension au trust est une donnée prioritaire. Les comités de soutien doivent rester sur la brèche !

- Contre les provocations, création de piquets d'autodéfense ouvrière !

- Solidarité financière : BNP Nemours 017-733.

- Victoire pour les grévistes de Bourron !

Vernon : 2 semaines de grève chez Bata

L'entreprise des Manufactures de Saint Marcel, qui emploie 1 300 ouvriers, fait partie du trust international de la chaussure Bata (plus d'un milliard et demi de bénéfice !).

A Vernon, les salaires sont les plus bas des filiales françaises : 900 francs en moyenne pour 44 heures de travail pénible aux chaînes (une ouvrière, après 18 ans d'ancienneté, ne gagnait pas 1 000 francs par mois pour le même horaire hebdomadaire).

Le mécontentement était réel dans l'usine quand les directions syndicales CGT et FO appelèrent à la grève, le lundi 20 novembre. Malgré l'absence de piquets de grève et d'occupation de l'usine, et bien que les revendications avancées soient très modestes (2 % d'augmentation et une prime de fin d'année dont le montant n'était pas fixé, une réduction d'horaire d'une demi-heure hebdomadaire), la grève était très largement suivie : 75 % de grévistes.

L'attitude timorée des dirigeants syndicaux qui n'osent pas mettre en avant les revendications qui étaient à l'origine

des grèves nationales de juin dernier n'empêchent pas les grévistes d'avancer d'autres revendications : les 1 000 francs par mois minimum étaient le mot d'ordre lancé par les travailleurs au cours de la manifestation que les grévistes ont organisée dans la ville, le 29 novembre.

A la suite d'une réunion unitaire, un tract est rédigé et signé par diverses organisations (PSU, PS, PCF, Ligue Communiste, UL-CGT, UL-CFDT, UL-FO, UD-CGT, SNI, SNES, APF), appelant à la solidarité avec les grévistes. Une collecte unitaire fut organisée au cours de la distribution de ce tract sur le marché de Vernon. Contrairement à son habitude, le PC n'a pas jeté d'exclusive. Il se reprendra bien vite la semaine suivante en déclarant qu'il n'était pas question de travailler avec « ceux dont les buts et les méthodes n'ont rien de commun avec la classe ouvrière ». Prétextant de notre présence, se bornant à appeler les travailleurs à voter pour le programme commun, seul capable de résoudre leurs problèmes, il fera tout pour refuser de développer la solidarité.

Malgré l'opposition du PSU qui prônait le soutien inconditionnel à la grève, nous avons été les seuls à appeler les travailleurs de Bata à se battre pour des revendications plus substantielles, que le patron pouvait leur accorder, quand on sait les profits réalisés par le groupe Bata :

- 1 000 francs par mois pour 40 heures par semaine,
- retour aux 40 heures sans diminution de salaire,
- prime de fin d'année de 400 francs minimum,
- réduction des cadences.

En effet, que représentent 2 % pour un OS qui gagne 900 francs par mois ? 18 francs. Alors que les prix ont augmenté de 1 % en octobre, il lui faudra plusieurs années pour regagner ce qu'il aura perdu en 2 semaines de grève.

Le patron, quant à lui, a joué la montre, comptant sur l'essoufflement du mouvement : il propose d'abord 5 francs par mois ! Puis, après une semaine et demie de grève, 2 % d'augmentation et une prime de fin d'année de 100 francs, transformable en prime d'assiduité l'année prochaine !

FO signe cet accord et appelle à la reprise par voie de presse, sans consulter les travailleurs : bel exemple de démocratie. Une fois de plus, FO nous montre comment elle sait bien jouer son rôle de collaboration de classe.

Les secrétaires des UD et UL CGT étant eux aussi favorables à une reprise du travail, comme le témoigne le peu d'enthousiasme qu'ils manifestent dans le soutien de la grève, il est évident que si le mouvement reste isolé et si la solidarité ne se manifeste pas concrètement dans les usines de Vernon par des arrêts de travail, les travailleurs de chez Bata ne tarderont pas à reprendre le travail, démoralisés par leur isolement.

Le 3/12/72
Correspondant.

les travailleurs en grève chez Bata : pourquoi ?

A l'appel de leurs syndicats CGT et CGT-FO, les travailleurs de l'usine Bata sont en grève à Saint Marcel comme aux Andelys.

Ils réclament :

- 2 % d'augmentation des salaires à partir du 1er novembre 72,
- une prime de fin d'année,
- la diminution du temps de travail d'une demi-heure, sans réduction de salaire.

La plupart des travailleurs de cette usine ne gagnent pas 1 000 francs par mois, pour 40 heures de travail hebdomadaires.

Après cinq jours de grève, la direction n'a fait aucune proposition substantielle, alors que les salaires pratiqués sont les plus bas de la région et de toutes les usines du trust international Bata, qui fait des bénéfices colossaux.

Les travailleurs consultés ont décidé de continuer la lutte pour faire aboutir leurs justes revendications.

Les organisations suivantes soutiennent cette lutte et appellent l'ensemble de la population à manifester sa solidarité.

UD-CGT de l'Eure - UL-CGT de Vernon - UL-CGT-FO de Vernon - Sections SNES et SGEN du lycée de Vernon - Syndicat National des Instituteurs de Vernon - Parti Communiste Français - Parti Socialiste Français - PSU - Association Populaire Familiale - Ligue Communiste.

Premier Congrès de la Fédé Unie Chimie CFDT

une avant-première du 36e congrès

Depuis le printemps, un processus de fusion était en cours entre l'ex-fédé Chimie FO et l'ex-fédé Chimie CFDT.

Jeudi, vendredi, samedi et dimanche derniers, au centre sportif de Nemours, les deux fédérations tenaient congrès pour consacrer la naissance de la FUC (Fédération Unie Chimie) au sein de la Confédération CFDT.

Labi, nous a-t-on annoncé, a décidé d'abandonner le syndicalisme !... Il fera quelques apparitions au congrès, mais n'interviendra pas. C'est un tantinet paradoxal ! De ce fait, le 1er Congrès de la FUC sera un Congrès assez classique de la Fédé Chimie CFDT.

La Fédé Chimie CFDT a un certain poids militant et idéologique au sein de la Confédération. Maire arrive tout droit de cette fédération ! Et le rapport général de Jacques Moreau se voulait explicitement une contribution pour le très proche 36ème congrès confédéral.

Il avait donc livré à la réflexion des congressistes un lourd « Rapport Général » de 167 pages. C'est la synthèse très orientée de tout ce qui a été plus ou moins défini par les conseils nationaux et le secteur politique CFDT depuis le départ de Descamps. Moreau vient administrer par écrit la preuve que la CFDT est bien maintenant l'épine dorsale d'un courant socialisant original : les partisans du socialisme démocratique autogestionnaire qui regroupe pour le moment « la CFDT, le PSU, l'AMR, Objectif Socialiste et des communistes ».

A ceux qui prétendent que la CFDT n'a pas d'analyse autonome, il prétend démontrer que sur tous les problèmes de la construction du socialisme autogestionnaire, la CFDT a une position originale.

Et Moreau reprend tout ce qui a été plus ou moins défini dans des textes confédéraux sur qu'est-ce que le système capitaliste, qu'est-ce que l'Etat, qu'est-ce qu'une classe, qu'est-ce que la lutte de classe, qu'est-ce que la révolution !

Il n'est pas possible ici de décortiquer ces longs développements ! Nous les verrons certainement réapparaître dans les textes préparatoires au 36ème congrès. Et nous pourrions largement en débattre. Moreau ne cache pas la couleur : il avance gaillardement que les analyses de la CFDT n'ont rien à voir avec certaines conceptions qui datent de périodes dépassées et qui d'ailleurs ont largement fait faillite : en un mot, il n'est ni « marxiste » ni « léniniste », son projet est résolument « humaniste » !

De fait, chacun des problèmes déterminants pour la bataille socialiste est résolument traité par opposition à ce que Moreau croit ou affirme être la « vieille conception marxiste » !

Relevons quelques déclarations significatives :

Le capitalisme :

La préoccupation de Moreau est d'expliquer que le capitalisme est beaucoup plus un système de rapports sociaux hiérarchisés et d'idéologie aliénante que la seule propriété privée des moyens de production. En conséquence, il faut bien sûr mener la lutte sur les trois terrains ; mais tout son texte suinte d'une préférence pour les deux premières instances : l'origine de toutes les déviations dans « certains pays », c'est d'avoir privilégié la transformation de la seule instance économique. Et ce serait là l'un des graves désaccords que la CFDT aurait avec la CGT !

« Autrement dit, la concentration du pouvoir entre quelques mains, le système de décisions hiérarchique, la limitation des libertés, la domination et le conditionnement des travailleurs fondent tout autant le système capitaliste que l'exploitation » (...) « Nous retrouvons là une ligne de fond de l'analyse faite par le mouvement ouvrier depuis toujours et qui se trouve formulée dans la Charte d'Amiens »... p 12.

L'Etat :

« La réflexion sur l'Etat est loin d'être terminée à la FUC et à la CFDT. Il s'agit d'une réalité complexe... »

Pourtant, Moreau développe une conception de l'Etat tout à fait lumineuse : « L'Etat, émanation d'une société de classe, est essentiellement utilisé par les forces dominantes. Mais dans son caractère propre, il est aussi à sa manière le reflet des rapports de force de cette société » (...) « Là aussi, ce n'est pas en jouant sur un seul niveau (niveau économique, par exemple) que l'on entrainera des modifications substantielles dans la nature et la fonction de l'Etat ».

La lutte des classes :

« La lutte des classes inhérente au système capitaliste, engendrée par sa propre dynamique, n'est pas le moteur unique de la transformation sociale » (...) « Le moteur essentiel de la transformation sociale, c'est l'action consciente de la majorité du peuple se rassemblant autour du projet socialiste qui lui serait commun » (...) « En conséquence, la stratégie de la CFDT est un processus de développement des luttes au cours desquelles, par amorces successives, une part croissante des travailleurs et de la population progresse dans leur prise de conscience ».

La crise révolutionnaire :

« Concevoir le passage au socialisme comme un processus de transformation articulée de sauts qualitatifs est donc la seule façon de l'envisager de façon réaliste et de la permettre ».

Jacques Moreau ne s'étonnera pas que nous osions prétendre qu'il existe dans la classe ouvrière et à la CFDT bon nombre de militants qui, consciemment ou confusément, par expérience et réflexion, se font une toute autre idée de la logique du mode de production capitaliste, de l'Etat, de la classe ouvrière-seule-classe-révolutionnaire, de l'Etat, appareil de coercition - à détruire - et - non - à - influencer, de la lutte des classes porteuses d'intérêts contradictoires qu'on ne peut pas contourner, de la crise révolutionnaire ! Moreau, d'ailleurs, sait tout cela, car il a eu, il a pris le temps de consulter les écrits internes ou externes au bureau confédéral et admis et vérifiés dans le mouvement ouvrier !

Alors, oui ou non, camarade Moreau, sur tous les problèmes vitaux pour la lutte pour le socialisme, y a-t-il à la CFDT possibilité d'expression de courants assez divergents ?

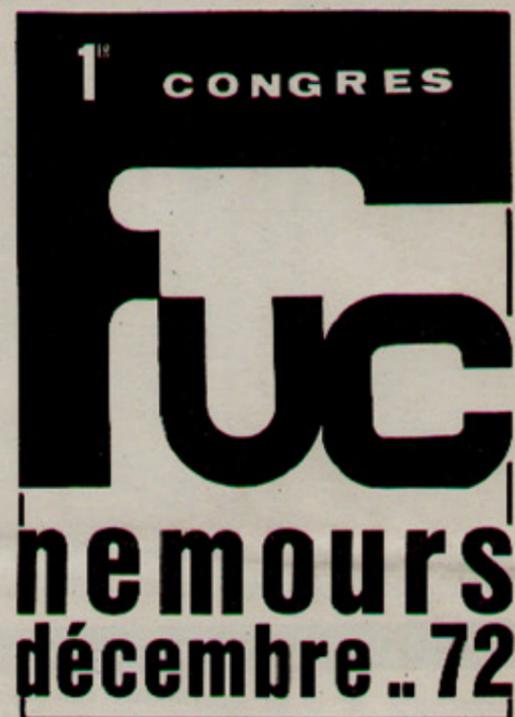
Cette lutte idéologique, comme dirait Moreau, il faudra la mener pour le 36ème congrès.

Mais le bureau confédéral et Moreau ne devront pas en rester là. C'était d'ailleurs le sens de très nombreuses interventions au congrès de Nemours : « Sur les perspectives, l'horizon autogestionnaire, on écrit à l'aise et on est plutôt d'accord... Mais ça ne nous donne guère d'orientation pour le travail syndical ». René Deraillon, qui représentait le bureau confédéral, a d'ailleurs commencé de répondre. Il a « mis à l'ordre du jour » du 36ème congrès le problème de la pratique syndicale : s'attachant à « des objectifs significatifs d'une transition socialiste » capables d'éviter et le « volontarisme socialiste » et le « réformisme ». Nous aurons « à ce niveau » des confrontations intéressantes qui risquent d'éclairer singulièrement tout ce qu'a écrit J. Moreau sur les originales analyses de la CFDT. Là, nous allons retrouver les revendications susceptibles de faire l'unité de la classe ouvrière, les formes de lutte capables de faire céder le patron, la riposte efficace à la violence régulière et exceptionnelle des patrons et de leur Etat, la forme d'organisation des travailleurs en lutte où ils font concrètement l'apprentissage du contrôle et de la gestion ouvrière, du débat syndical, excellente école de la confrontation, dans les comités de grève et conseils ouvriers, des structures syndicales avec délégués révocables, excellent rōdage à la délégation sans dépossession de pouvoir, etc...

Sur toutes ces questions, il serait dommage de partir de zéro. La nuit du stalinisme n'excuse pas qu'on fasse le sourd ou la bête devant des acquis importants du mouvement ouvrier : les travailleurs s'en emparent d'ailleurs assez rapidement dans certaines luttes aujourd'hui (EGF Brest !...). L'action directe, la violence ouvrière, les comités de grève, les comités de soutien, la démocratie syndicale, tout ça a sa logique et, de fait, retrouve assez rapidement tout ce qu'on peut raconter sur le capitalisme, l'Etat, les classes, la crise révolutionnaire et... les élections.

Dès aujourd'hui, nombre de militants dans la CFDT ont des idées précises et sont partisans que soient avancées et défendues des positions précises sur un certain nombre de questions qui sont mûres, qu'on peut, qu'il faut trancher.

Le débat du 36ème congrès CFDT, s'il porte effectivement sur la transition et la pratique syndicale, permettra, à la lumière des luttes et expériences depuis mai 68, de juger analyses générales et propositions concrètes. Et nous sommes sûrs que cette réflexion mettra à jour diverses conceptions. Et il vaudra mieux reconnaître leur existence et permettre leur expression. Nous ne nous battons pas pour un



droit abstrait au « fractionnement du syndicat » : nous voulons un fonctionnement efficace d'une organisation de masse unitaire. Nous ne mendions pas le droit d'asile pour notre groupe politique : nous démontrerons peu à peu la nécessité du débat organisé sur les problèmes tactiques et stratégiques qui se posent au jour le jour dans la lutte, à la masse des militants et des travailleurs.

J. Moreau et le bureau confédéral devront s'expliquer clairement :

- Sur la démocratie syndicale : on ne pourra pas continuer de confondre fraction et « groupe extérieur de manipulateurs », la tendance ne sera plus un terme « ambigu » qu'il vaut mieux ne pas employer (sic !...).

- Sur la solidarité : Les comités de soutien deviendront partie prenante de notre tactique de lutte, appuyant les coordinations inter-régions ou inter-trust. Ils ne seront pas systématiquement suspectés de faire la courte échelle aux « pigeons-voyageurs » gauchistes.

- Sur le rôle des partis et des syndicats : Il sera plus difficile de plaisanter sur l'avant-garde externe et interne, les partis qui ont vocation à gouverner et les syndicats à contester !

Le congrès de la FUC n'a pas accepté qu'on condamne le travail des militants de la Ligue Communiste sans un bilan plus sérieux et la résolution a été modifiée en conséquence.

Le STIC (Syndicats Chimie Paris) a réussi à faire admettre que l'essentiel de la résolution d'orientation soit surtout considérée comme cadre de débat et que le bureau national lance la discussion dans la fédération sur :

- la lutte des classes,
- les groupes politiques,
- l'avant-garde,
- l'action unitaire,
- la négociation,
- l'action de masse et minoritaire,
- les fractions, tendances et courants,
- les comités de grève,
- les comités de soutien.

Entre la logique du capitalisme et les exigences des travailleurs, la voie est de plus en plus étroite pour les loubouvements. Nous avons besoin d'orientations claires, et le débat démocratique organisé en est une condition indispensable.

J.M.



la fédé unie chimie sur la ligue

Il est relativement important de ne pas laisser les directions syndicales créer un climat de défiance vis à vis des militants révolutionnaires : la réponse du tac au tac aux présentations trop caricaturales de leur travail est indispensable... Ça ne remplace pas, bien sûr, la preuve par les faits ! Ça vient... aussi !

Rapport général :

Dans l'état actuel de nos connaissances, il apparaît que le travail des militants de la Ligue Communiste au sein du syndicat se fonde sur une résolution adoptée par le 2ème congrès de la « Ligue Communiste » de janvier 1971 qui n'a pas été publiée par « Rouge ». Ce document concerne en fait la création d'une tendance (en fait une fraction) dite « lutte de classe » au sein des syndicats et des sections d'entreprises. Pour présenter cette question, nous nous inspirons d'une notice du secteur politique confédéral datée de février 1972 et consacrée à ce problème.

En résumé, la position de la « Ligue Communiste » concernant sa conception du travail de ses militants dans les syndicats, se présente ainsi :

– tous les courants du mouvement ouvrier doivent s'exprimer dans les syndicats, c'est à l'organisation syndicale de choisir son orientation et ses responsables (voir brochure « Pour une CFDT de « lutte de classe » »).

– « Les militants de la Ligue n'ont pas deux casquettes, l'une côté syndicat, l'autre côté parti. Ils défendent leurs conceptions sur la façon de mener les luttes, non pas l'intégralité du programme de la Ligue, mais nos propositions pour les revendications, les formes de lutte, l'unité syndicale. Pour qu'il y ait une authentique démocratie et, partant, indépendance organisationnelle du syndicat, il faut que les militants puissent choisir en connaissance de cause entre les différentes propositions » (brochure « Pour une CFDT de lutte de classe »).

– en conséquence, « c'est pourquoi nous ne dissimulons pas, mais au contraire, nous disons bien haut que la Ligue discute dans ses congrès et ses cellules du travail syndical » (brochure « Pour une CFDT de lutte de classe »).

(...)
– La résolution du 2ème congrès parle nettement de créer une tendance syndicale « lutte de classe » dans les syndicats en attendant de faire apparaître nationalement cette tendance à partir d'une « base de masse ».

« Depuis le 1er congrès, nous sommes intervenus selon deux axes :

– intervention au sein des syndicats dans la perspective de création d'une tendance « lutte de classe », intervention politique centrale de l'organisation (feuilles d'agitation sur les entreprises, campagnes nationales, etc...), les deux axes restant fondamentalement les mêmes qu'aujourd'hui ».

– accroître l'audience de la Ligue et la capitaliser « implique la structuration d'un courant de masse au sein même des organisations syndicales : notre tâche, c'est de construire une tendance syndicale « lutte de classe ». Cette tendance ne peut apparaître avec un sigle national qu'à partir d'une base de masse réelle et de cadres syndicaux gagnés à notre perspective. Il faut donc, dans l'immédiat, dégager un tel courant dans les sections syndicales et mener les premières batailles de tendance dans les congrès syndicaux, comme cela a commencé à être fait sur les augmentations égales, les contrats, etc...

En effet, la tendance syndicale ne saurait se résumer à un halo de militants circonscrits autour de la fraction de la Ligue par un bulletin clandestin : elle est un courant de masse se regroupant autour d'une plateforme syndicale menant la bataille dans les instances syndicales. Nos militants se présentent à nos partenaires de tendance avec notre programme de transition, mais ils ne font pas un ultimatum de tout ou partie de son adoption. A chaque moment, ils ne fixent qu'une limite minimum au programme « lutte de classe » de rassemblement de la tendance. Celui-ci s'établit en fonction du point d'évolution de l'avant-garde avec laquelle nous travaillons.

Les rythmes de développement de la tendance sont à différencier selon les confédérations : probablement plus rapide à la CFDT qu'à la CGT, en raison de l'appareil stalinien, une telle perspective ne justifie pas que l'on revienne sur la priorité accordée au travail dans la CGT : cette centrale reste celle qui influence la majorité de la classe ouvrière.

– au sujet de la CFDT, l'adhésion n'est pas seulement limitée à l'impossibilité de militer à la CGT, mais elle peut être tactique : « néanmoins, le travail dans la CFDT se justifie par le fait que l'évolution de cette centrale est aussi le fruit de la composition (il faut lire décomposition – nous avons respecté le texte au point d'en respecter les fautes d'impression) du stalinisme (...); cela signifie que l'adhésion à la CFDT ne se pose pas seulement lorsque nos militants sont exclus de la CGT. Les choix tactiques faits concernant l'implantation dans la CFDT doivent être soumis aux directions de villes et aux commissions ouvrières qui en dépendent ». (résolution sur le travail ouvrier).

La position de la Ligue Communiste est claire : créer des fractions dans les syndicats sous le couvert de l'appellation de « tendance ». Ces fractions relèvent de l'organisation locale de la « Ligue » et sont animées nationalement.

Cette conception est évidemment inacceptable pour nous et intolérable. La Ligue a le mérite d'exprimer son analyse. Sa position doit être combattue à tous les niveaux de l'organisation. Mais nous ne devons pas pour autant nous polariser sur cette seule organisation ; des faits récents nous montrent que d'autres groupes cherchent à s'implanter dans l'organisation syndicale avec le même objectif : subordonner le syndicat à un courant politique déterminé.

Non aux fractions.

Résolution :

La FUC, fidèle à sa conception d'un syndicalisme de masse et démocratique, autonome dans sa pensée et dans son action, sans refuser a priori ni les apports d'autres organisations, ni les contacts, rejette la thèse selon laquelle les différentes fractions politiques et idéologiques présentes dans le mouvement ouvrier devraient être représentées en tant que telles dans les différentes instances de l'organisation syndicale. En conséquence, elle refuse notamment la conception de la Ligue Communiste, qui prône un syndicalisme sans stratégie, livré au jeu des fractions. C'est à partir d'une analyse faite par les adhérents et les militants de l'organisation et des perspectives élaborées par eux que l'organisation construit souverainement et démocratiquement sa propre stratégie, qu'elle peut confronter avec celle d'autres organisations syndicales, politiques, culturelles.

lettre d'Alain Krivine au secrétaire de la Fédé Chimie CFDT

Cher camarade,

Je suis étonné des attaques faites contre la Ligue Communiste dans les textes préparatoires au congrès de la FUC. La seule relation qu'ait eu la Ligue Communiste et la FUC remonte à la grève du Joint Français, où nous avons pris l'initiative de constituer un comité national de soutien. Ce comité de soutien avait organisé en commun avec les camarades du STIC un gala à la Bourse du Travail.

Attaquer la Ligue Communiste est parfaitement le droit de n'importe quel militant ou organisation ouvrière, mais encore faudrait-il, me semble-t-il, critiquer réellement son activité sur la base de l'expérience (ce que ne fait pas le texte de la FUC). Quant aux « conceptions de la Ligue Communiste » dont on parle dans la résolution générale, elle sont hélas totalement déformées. Je peux t'assurer en effet, sans dissimulation aucune (dans votre texte préparatoire, vous semblez reconnaître à la Ligue sa franchise politique) que nous n'avons jamais demandé ni souhaité que « les différentes fractions politiques et idéologiques, présentes dans le mouvement ouvrier, soient représentées en tant que telles dans les différentes instances de l'organisation syndicale ». Nous ne pronons pas non plus un « syndicalisme sans stratégie, lié au jeu des fractions ». Nous pensons qu'il existe dans le mouvement ouvrier plusieurs courants fondamentaux défendant différentes stratégies pour arriver au socialisme. Nous estimons que ces courants ont leur place, sans exclusive, dans un même syndicat, s'ils respectent la démocratie syndicale et ouvrière. Cela implique qu'il peut y avoir une stratégie politique majoritaire dans l'organisation, mais non une seule stratégie, ce qui reviendrait à exclure, de droit ou de fait, les militants qui ne seraient pas d'accord avec elle. Le monolithisme est l'ennemi de la démocratie syndicale et de l'unité ouvrière. Faut-il rappeler que c'est en accusant les minoritaires de travail fractionnel que les stalinien ont pu et peuvent encore imposer leur stratégie à la CGT. Demander au syndicat d'être porteur d'une seule stratégie politique revient, de fait, à se satisfaire de la division syndicale. Doit-il alors y avoir un syndicat par organisation politique ? Nous ne le pensons pas. Nous pensons au contraire que la seule condition à une fusion syndicale n'est pas l'accord politique entre les dirigeants syndicaux, mais le respect par tous les courants de la démocratie syndicale.

Voici en quelques lignes nos positions, d'ailleurs développées dans un texte que nous avons remis à la CFDT à la demande d'Albert Detraz (au cas où tu ne l'aurais pas, je te joins ce texte, que nous avons publié). J'espère donc que tu voudras bien faire connaître les positions authentiques de la Ligue Communiste aux syndiqués de la FUC, et en particulier aux délégués du congrès, afin qu'ils puissent juger en parfaite connaissance de cause.

Reçois, cher camarade, mes salutations fraternelles.

Alain Krivine.



Cette affichette a été éditée par l'Union régionale CFDT des Pays de Loire.

TRAVAUX PRATIQUES POUR UN CONGRES.

La Fédé Chimie CFDT avait été jusqu'à présent relativement discrète dans la solidarité à la raffinerie de Bourron, en grève depuis 40 jours. Le 1er décembre, au beau milieu du congrès, l'ensemble des délégués sont allés en manifestation apporter leur soutien à leurs camarades en grève.

Par « inadvertance », le PDG s'est trouvé croiser le cortège : il a dû alors « accompagner » les congressistes jusqu'à la mairie, où il a dû tolérer 4 heures de discussion avec les grévistes.

Les négociations n'ont pas encore abouti. Mais la solidarité est, depuis, déclenchée sur le trust Antar.

les héritiers sans héritage

Ils sont tous gaullistes. Fouchet le nostalgique qui s'apprête à prendre son bâton de pèlerin pour une nouvelle traversée du désert, Jeanneney le transfuge, qui rejoint les marais du centrisme, pour quelque mois encore, d'opposition, Sanguinetti le dur qui ne craindrait pas une petite cure d'opposition et la préférerait à coup sûr à un inversement du rapport de forces au sein de la majorité, Debré le mystique qui n'en peut plus de porter sa croix (de Lorraine), Chaban le proscrit, qui de son fief bordelais se cherche un cheval de Troie pour un retour à marches forcées, Edgar Faure le malin qui n'a plus assez de mains pour saluer tous ses amis. Sans parler de Billotte, Dechartre, Hamon, les gaullistes de « gauche » qui s'entre-déchirent fraternellement pour un patrimoine pourtant mince.

Tous gaullistes, assurément, selon le principe « De Gaulle pour tous et chacun pour soi ». N'oublions pas, bien sûr, Giscard super-star qui fait figure de loup dans la bergerie. Bien que personne ne soit disposé à se laisser dévorer. L'unité de la majorité a vécu. Les ambitions personnelles, les rivalités, les rancœurs libérées du cadre contraignant qu'imposait l'« autorité » du général se donnent libre cours. Le ciment majoritaire se désagrège. L'ambiance est à la crise ouverte. Le gang a perdu son chef et chaque lieutenant se dispute l'héritage ou plutôt ce qu'il en reste.

De Gaulle avait représenté pour la bourgeoisie française la chance historique de sa mutation. Jouant à fond la carte du grand capital, il précipitait la transformation industrielle de la France. En même temps, il mettait directement l'appareil d'Etat au service de cette mutation en instituant un Etat fort qui ayant laminé les pouvoirs intermédiaires, pouvait résister aux groupes de pression. Le régime était taillé pour le bonaparte. Pompidou n'est pas De Gaulle. Dans des institutions façonnées pour un personnage d'exception, le président actuel fait figure de doublure qui sait mal son rôle.

La cohésion de l'UDR était fondée sur la fidélité inconditionnelle à De Gaulle. Rassemblement national interclassiste, le parti gaulliste n'avait d'autres fonctions que répercuter la voix du maître dans les chaumières. Le guide disparu, les élus de la grande trouille avaient souhaité la transformation de l'UDR en un parti de droite classique recherchant une clientèle modérée. Ils ont besoin pour cela de s'implanter localement en s'assurant le soutien des classes moyennes (exploitants agricoles, commerçants, artisans, petites et moyennes entreprises). Ce qui est directement contradictoire avec la politique gouvernementale qui est la politique du grand capital. Celle-ci n'obéit qu'à un seul impératif : rendre l'industrie française compétitive dans le cadre européen. Ce qui implique : concentrations financières et industrielles, magasins à grande surface, grands projets immobiliers.

A la soupe !

Les perspectives électorales qui s'avèrent assez sombres, pour plus d'un godillot, n'arrangent pas les choses. Aux électeurs, il faut parler concret. Certains

ont confondu concret et palpable. D'où l'affairisme qui fait désormais partie de la fonction parlementaire. Ce ne sont pas quelques mesures pré-électorales prises en quatrième vitesse concernant les vieux ou les petits commerçants qui vont changer un passif aussi lourd. Le moment de la vérité approche. La préoccupation essentielles de l'UDR moyen est de conserver son fromage. Aussi assiste-t-on à l'éclosion de groupes, tendances, sectes, fractions, regroupements qui n'ont tous qu'un objet : comment passer les élections sans dommage ? Cette balkanisation était inconnue et d'ailleurs invraisemblable du temps de De Gaulle. Chaque chef de gang tente de se placer dans les meilleures conditions pour tous les cas de figure.

Cette bataille au couteau s'est traduite par la querelle des investitures. Centristes du PDM, gaullistes de gauche du Mouvement Socialiste par la Participation, fauristes du Contrat Social, baroudeurs de Présence et Action du Gaullisme, Républicains Indépendants et UDR se disputent les circonscriptions.

« Au fur et à mesure que se rapproche l'échéance électorale, je constate à regret qu'une agitation inutile - et qui pourrait devenir nuisible - se manifeste ici ou là », se lamente Messmer. Mais qu'en termes choisis, ces choses-là sont dites. Ce n'est pas d'agitation qu'il faudrait parler mais de cavalcade. Surtout qu'aux préoccupations électorales immédiates s'en ajoutent de plus lointaines. Pour être bien placé au tiercé de 1976, il faut passer convenablement le handicap de 1973. Chacun des challengers doit sortir des législatives avec la part de gâteau la plus grosse possible sans que les concurrents mais néanmoins alliés ne soient trop rétamés.



« Pourquoi le Gaullisme n'existerait-il pas sans De Gaulle »

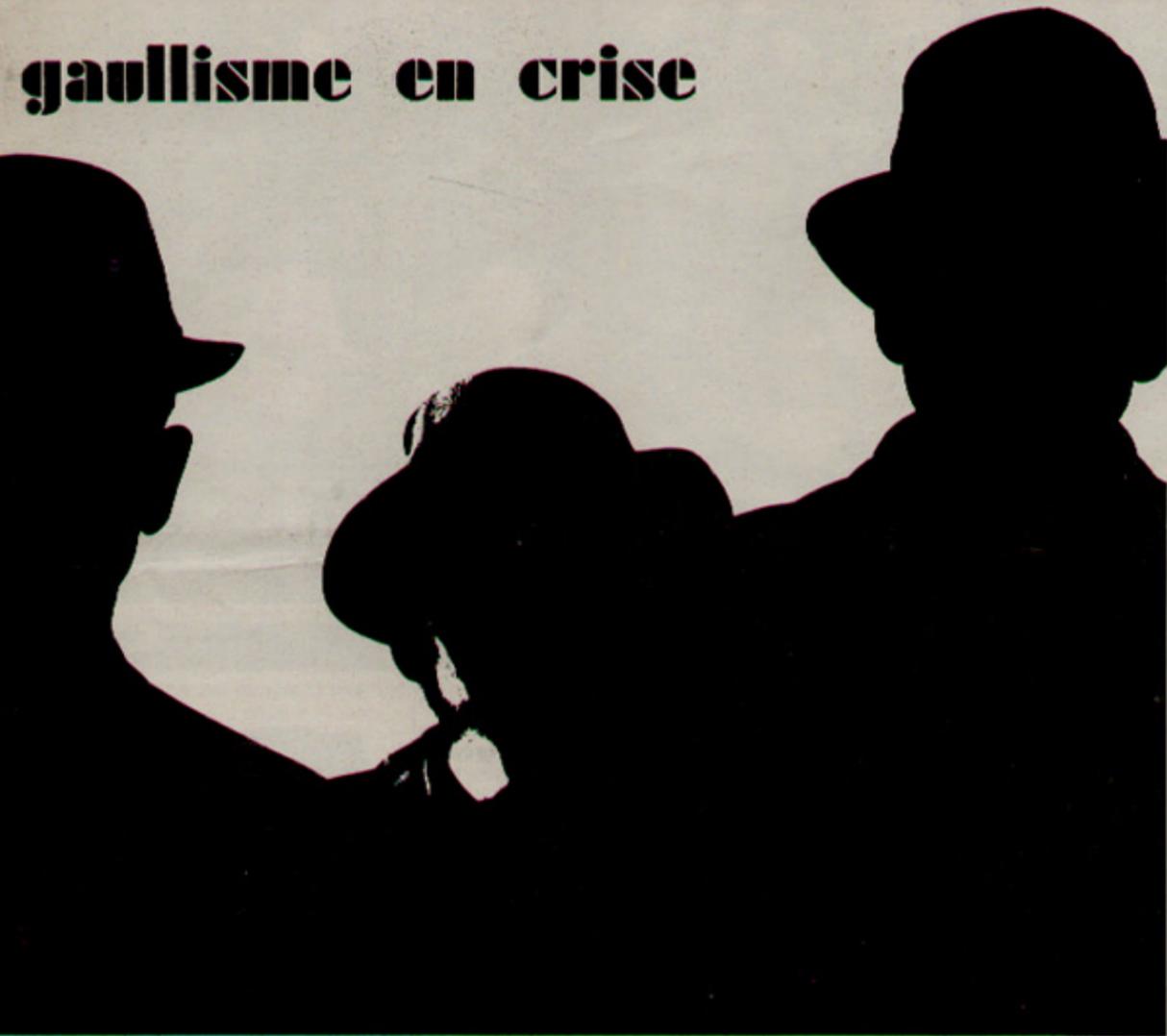
Deux projets : néo-conservatisme ou...

Giscard travaille ouvertement dans une perspective : la majorité garde le pouvoir de justesse mais l'UDR déconsidérée perd du terrain au profit de ses alliés. Il y a alors recomposition des forces politiques et constitution d'une majorité de rechange. Si l'Union de la Gauche gagne les élections ou si l'UDR sort indemne des élections, c'en est fait des ambitions élyséennes du ministre des finances. Intentions limpides même pour l'ex-légionnaire aujourd'hui premier ministre, qui vitupère « ceux qui s'imaginent qu'en rusant ici ou là avec la règle de l'union, ils augmentent leur importance et leur poids aux dépens de leurs alliés ». Pour les Républicains Indépendants, il s'agit de se démarquer le plus possible de l'UDR pour tirer parti de sa défaite. C'est le rôle des scandales. L'affaire Dega provient d'une enquête du ministère des finances. Les révélations d'Aranda qui n'a pas caché son admiration pour Giscard, n'ont pas mis en cause un seul républicain indépendant. Cependant les scandales ont éclaté suffisamment loin des élections pour que celles-ci ne tournent pas à la débâcle. La stratégie de Giscard répond donc à une double démarche.

D'un côté on réaffirme, par la voix du ministre des finances, sa fidélité à Pompidou. « L'intérêt de la France est que l'actuelle majorité reste la majorité ». De l'autre, on esquisse la majorité présidentielle de demain en ouvrant grand les bras aux réformateurs. « La France souhaite être gouvernée au centre » déclare Giscard. Et Poniatowski le prince charmant ne cache même plus ses rencontres avec Lecanuet. Le rapprochement est d'ailleurs grandement facilité par l'évolution de ce centrisme d'opposition dont on ne



gaullisme en crise



guineti)

sait pas trop bien où il commence mais dont on voit bien qu'il aboutit dans la fange des nostalgiques de l'Algérie française, des atlantistes de toujours, des activistes de demain. Le radicalisme de JJSS s'est quelque peu émoussé les ailes au contact des représentants de la droite catholique, héritière du MRP. Entre ciel et terre, le croisé lorrain a enfourché une bien curieuse monture. Celle de la droite anti-gaulliste et viscéralement anti-communiste qui à force de clamer que les français refusaient le gaullisme et le communisme, s'est rendue compte qu'ils refusaient surtout Lecanuet.

Ainsi se prépare sous la houlette de Giscard une majorité que Poniatoski a définie : « Les républicains indépendants doivent contribuer à réunir et à rassembler tous ceux qui, comme eux, sont libéraux, sociaux et européens, qu'ils proviennent ou non de la majorité... Les divisions politiques entre formations si proches n'ont plus guère de sens. Nous souhaitons aboutir avec elles, après les élections, à une structure fédérale très étroite ».

Voilà une relève possible, ce n'est pas la seule.

... réformisme éclairé

Face à la coalition néo-conservatrice de Giscard, existe un projet qui se veut novateur, socialement avancé, libéral et participationniste qu'Edgar Faure incarne mais dont Chaban ne se désintéresse pas.

Ce projet ne se définit pas par l'originalité de ses positions mais par la volonté de se démarquer à la fois de l'UDR et des Républicains Indépendants. L'idée essentielle a été exprimée au colloque de Beaune : « De nos jours la politique est condamnée aux crises révolutionnaires périodiques ou à la réforme audacieuse ». Autrement dit, Edgar Faure et ses amis

ont parfaitement saisi les dangers d'un affrontement brutal avec le mouvement ouvrier. Le fond de leur politique est l'intégration sociale des masses laborieuses. Aussi l'accent est mis sur la participation. Edgar Faure s'est déclaré prêt à relever le défi de l'association capital-travail.

Pour rendre son projet crédible, Edgar Faure a fait des offres ouvertes. Aux centristes naturellement. « Je ne vois rien entre eux et nous qui soit la marque de l'inconciliable ou de l'irréconciliable ». Mais également aux socialistes, dont les thèmes généraux sont considérés comme très proches du faurisme. Fauristes, centristes, socialistes, il y a de quoi ficeler une majorité.

Entre le projet Edgar et le projet Giscard, il n'y a pas du point de vue de la grande bourgeoisie de clivage sérieux. Dans les deux cas il s'agit de continuer à asservir l'Etat au capital, de construire l'Europe des trusts, de garantir l'expansion et les échanges. La différence est dans l'attitude à l'égard du mouvement ouvrier.

Alors que Giscard, fidèle aux traditions de la droite classique est prêt à lui faire payer le prix de l'expansion - il l'a prouvé et le prouve encore - avec les risques que cela comporte, le vieux roublard d'Edgar Faure a compris que son projet serait encore plus crédible s'il réussissait à casser l'Union de la Gauche. D'où un programme suffisamment social pour attirer des socialistes qui se contenteraient du modèle suédois. Un modèle où les intérêts de la bourgeoisie n'ont jamais été aussi bien gardés.

La frange la plus moderniste du patronat est prête à payer - même très cher - la paix sociale. Antoine Ribaud, le PDG de St Gobain, a développé à la tribune des assises du CNPF à Marseille des thèmes singulièrement proches de ceux d'Edgar Faure.

Progrès économique, concertation, justice sociale. Pour les patrons c'est un langage nouveau qui n'est pas dû à la charité chrétienne mais à l'intérêt bien compris. Pendant longtemps, la bourgeoisie a masqué les conflits de classe derrière une idéologie du progrès économique. On parlait beaucoup de croissance, d'expansion, on alignait des courbes et des tableaux. C'était l'âge d'or du capitalisme d'après-guerre. Jusqu'au jour où la classe ouvrière, lasse de picorer les miettes du festin, est venue s'asseoir à table. On ne le répétera jamais assez : Mai 68 a ouvert une période d'instabilité sociale profonde. La combativité ouvrière entrave durement l'action du capital moderniste. Aussi quelques chiens de garde, idéologues de service, sentant le tournant, remettent en cause l'expansion pour l'expansion, parlent de participation et de concertation.

Depardon-Gamma

La fin justifie les moyens

Entre deux projets également cohérents, qui ne diffèrent que sur les moyens pour sauvegarder l'essentiel, c'est-à-dire le profit, la bourgeoisie a le choix pour se redonner une stabilité politique qui lui fait défaut. Mais dans un cas comme dans l'autre, une seule condition : liquider l'UDR en tant que force politique. C'est-ce qui explique l'apreté et la complexité de la bataille actuelle. A moins que Pompidou qui a prouvé à maintes reprises qu'il avait un sens aigu des réalités ne se charge lui-même de faire les mutations nécessaires. C'est-à-dire jeter aux oubliettes les derniers vestiges de l'héritage gaulliste. On verra alors les derniers apôtres s'en aller prêcher le retour aux sources. Tel Fouchet pour qui « en vérité il n'y a plus de solution aujourd'hui que dans le retour à l'idéal ». Tel Debré qui sous ses avis de curé moralisateur cache des aspects fascistes. Ne voulait-il pas pendant les vacances 1968, réduire le congé de tous les français d'une semaine pour leur apprendre à s'amuser à la grève générale ?

Mais que peuvent ces égarés ? Défendre les institutions que même le parti communiste ne remet pas en cause ? Préconiser un repli nationaliste incompatible avec les impératifs internationaux du capital ? Ils n'ont pas vu que la roue de l'histoire a tourné et que De Gaulle avait à remplir un rôle spécifique. Le gaullisme sans De Gaulle, c'est du pompidolisme, ou du faurisme ou du giscardisme. L'avenir proche nous le précisera.

Patrick FRESNEL





École Polytechnique : militariser la formation des cadres

Un ancien élève de l'X, qui a pu suivre la récente grève, a accepté de répondre à nos questions.

Q.— Qu'est-ce que l'X ?

R.— L'X est une école destinée à fournir des « cadres supérieurs de la nation » :
— hauts fonctionnaires, dans les « grands corps de l'Etat »
— ingénieurs, cadres supérieurs de la grande industrie
— des « déchets », chercheurs scientifiques surtout.

Sa spécificité, par rapport à l'Université, et aux Grandes Ecoles, vient de son statut et de son organisation militaire. Comme l'ont montré les scandales récents, l'Etat fort ne peut plus se permettre d'avoir des cadres ou des hauts fonctionnaires mal encadrés idéologiquement, susceptibles d'échapper à son contrôle (voir à ce sujet la tentative d'« éloignement » de Chevènement).

Le rôle essentiel de l'X est donc non seulement d'instruire (les études visent à donner une formation poussée, mais très générale : philo, histoire moderne, économie aussi bien que physique théorique ou maths), mais surtout de former idéologiquement. Pour cela, on utilise l'armée. Mais son rôle n'est pas aussi brutal que vis-à-vis du contingent. Elle agit plus subtilement : on commence par ache-

ter l'élève (de 400 à 1 800 F par mois), étant entendu que, s'il ne rentre pas au service de l'Etat ou du grand capital, il aura à rembourser ses frais d'études : environ 5 millions. Au sortir de deux ans de préparation abrutissante, peu propice à ouvrir l'élève sur les réalités de la lutte des classes, on lui donne d'abord pendant 6 mois (dont 3 semaines au Larzac...) une formation d'officier. Non pour en faire un militaire, mais pour l'habituer à donner et à recevoir des ordres, sans songer à les discuter. Puis, deux ans d'études à l'école. Pendant ces deux ans, l'élève est soumis à une discipline militaire toujours présente, bien que relâchée ; par exemple, il est tenu de coucher à l'école. Mais, de mémoire de polytechnicien, il a toujours manqué une pointe à la grille de l'école, là où c'est facile de faire le mur ; on se garde bien de la remplacer. Seulement, au moindre signe de tension, on augmente les contrôles et on coince facilement un ou deux absents.

On organise un certain nombre de conférences, style : Bergeron (FO), Debré, conférences réactionnaires de « sociologie ouvrière », etc. On organise aussi un « stage de contacts humains », où pendant un mois l'élève va travailler dans une usine bien choisie. C'est au cours d'un de ces stages qu'un élève a été vidé, en 69, pour avoir eu des « contacts humains » trop étroits avec certains ouvriers, notamment syndicalistes.

Pendant ces deux ans, on retient le plus possible l'élève dans l'école, afin de le soumettre au maximum à l'idéologie ambiante. On n'opère que progressivement l'ouverture vers le monde extérieur, au fur et à mesure que l'élève assimile cette idéologie.

Pour terminer, 6 mois de service où l'élève, en tant qu'officier, doit appliquer les bons principes qu'il a reçus.

Q.— Quelles sont les causes des récents « événements » ?

R.— En mai 68, l'école a été marquée par la crise. Un certain nombre d'élèves de ma promotion ont participé activement aux événements extérieurs. L'administration a dû donner du mou. Par exemple, le « mikral », prison interne à l'école, a été supprimé, de fait sinon de droit. Parallèlement, un nouveau statut a été élaboré, mettant l'école sous le contrôle d'un conseil d'administration où figurent en bonne place des grands patrons de l'industrie publique (SNCF, Pétroles...) ou privée.

Depuis lors, il s'est agi de reprendre patiemment, une à une, les libertés acquises par les élèves. Les conférences organisées par nous, et où étaient invitées des personnalités politiques, ont été interdites. Le mikral a été rétabli, l'attribution du diplôme repoussée après la dernière période d'études, où l'élève « fait ses preuves » dans son futur milieu professionnel (stage dans l'administration, les bureaux d'étude, les laboratoires, etc...).

A chaque nouvelle promotion arrivant à l'école, un nouveau tour de vis était donné, malgré la résistance des élèves (grèves, motions...). Un « Groupe d'action syndicale » (clandestin car les élèves sont militaires) s'est créé, et s'est lié à l'UGE (Union des Grandes Ecoles, syndicat réformiste) ; dynamique qui le pousse à des revendications bidon sur la qualité de l'enseignement, dans la logique de la défense des intérêts des cadres, et de la démocratisation de l'école.

L'arrivée de la promotion 71 a marqué un nouveau pas dans ce processus. La ligne « libérale » des dernières années a été abandonnée au profit d'une ligne plus dure, plus rigoureusement militaire. Des officiers plus « durs » ont été nommés. Dès le début, les punitions pleuvent pour les motifs les plus futiles. Un fichier, avec photo, des élèves de la promotion 1970 jugés trop « remuants », qu'« il valait mieux ne pas voir dans les locaux de la promo 71 » a été mis en circulation. Pour protester, leur délégué au conseil d'administration a démissionné. Des mesures répressives, restrictives, se succèdent sans arrêt. A la rentrée, trois élèves de la promo 71 ont été condamnés, sous des prétextes divers, à 20 jours

d'arrêts de rigueur (c'est-à-dire, prison) chacun. Les élèves ont aussitôt réagi par une grève de l'uniforme, forme de lutte particulière à l'école, et qui peut être assez efficace. Mais ils étaient isolés (seule promotion présente à l'école à ce moment-là), insuffisamment décidés, une bonne partie étant déjà absorbée par le système. C'est la raison principale de leur échec.

Q.— Comment réagissent les élèves et quelles sont leurs perspectives ?

R.— Il faut bien voir que la situation est difficile du fait de la nature militaire de l'école. Une bonne partie des élèves sont « piégés » par l'idéologie ambiante, et finissent par trouver normal ce qui s'y passe. Des tendances d'extrême-droite prennent facilement racine dans le milieu, sous l'œil bienveillant de l'administration. Celle-ci, d'autre part, n'hésite pas à recourir, dans une situation difficile, à une répression extrêmement sévère.

Toutefois, une riposte est possible. L'an dernier, la promo 70, soutenue par la promo 69, avait déjà mené une grève de l'uniforme. Incapable de répondre, car incapable d'utiliser, contre la fleur de la bourgeoisie française, des méthodes brutales utilisées contre le contingent, l'administration n'a eu comme recours que l'intervention directe de Debré, menaçant de dissoudre la promotion. Si la grève s'est terminée sur un succès partiel, c'est sur la base du constat suivant, ressenti clairement par les élèves de cette promotion avec qui j'avais discuté à ce moment-là : *refuser l'idéologie transmise par cette école, refuser la mainmise de l'armée, c'est nier les fondements même de l'Ecole Polytechnique.* Beaucoup d'élèves hésitèrent alors à poursuivre un mouvement dont la logique leur semblait incontrôlable. Néanmoins, environ 90 élèves (sur 300) se déclarèrent prêts à poursuivre l'action pour remettre en cause le statut militaire de l'école.

La nature profonde de cette école, l'idéologie qu'on y inculque, font que de telles luttes se reproduisent inévitablement dans les années qui viennent, malgré la reprise en main croissante.

Non à la militarisation !
Droit d'expression politique total dans les Grandes Ecoles !



meeting anti-militariste à Barentin

Le 1er décembre s'est tenu à Barentin un meeting anti-militariste qui a rassemblé 140 personnes. Cette réunion avait pour fonction d'organiser le soutien à Jean-Jacques Jumelle, ouvrier qui, avec 112 autres jeunes, a fait une demande pour obtenir le statut d'objecteur de conscience ; rédigées toutes dans les mêmes termes, ces demandes identiques ont pour fonction d'affirmer la cohésion des objecteurs face à Debré. Or, jusqu'à présent, 5 demandes seulement ont reçu une réponse favorable. 11 objecteurs appelés avec le contingent de décembre seront donc insoumis ou déserteurs si un changement de décision n'intervient pas.

Dans un texte destiné à expliquer son attitude, Jumelle dénonce l'armée comme instrument d'abrutissement, d'embrièvement, de répression et d'oppression dans le Tiers-Monde. Jumelle se déclare entièrement solidaire de ceux qui luttent dans les casernes.

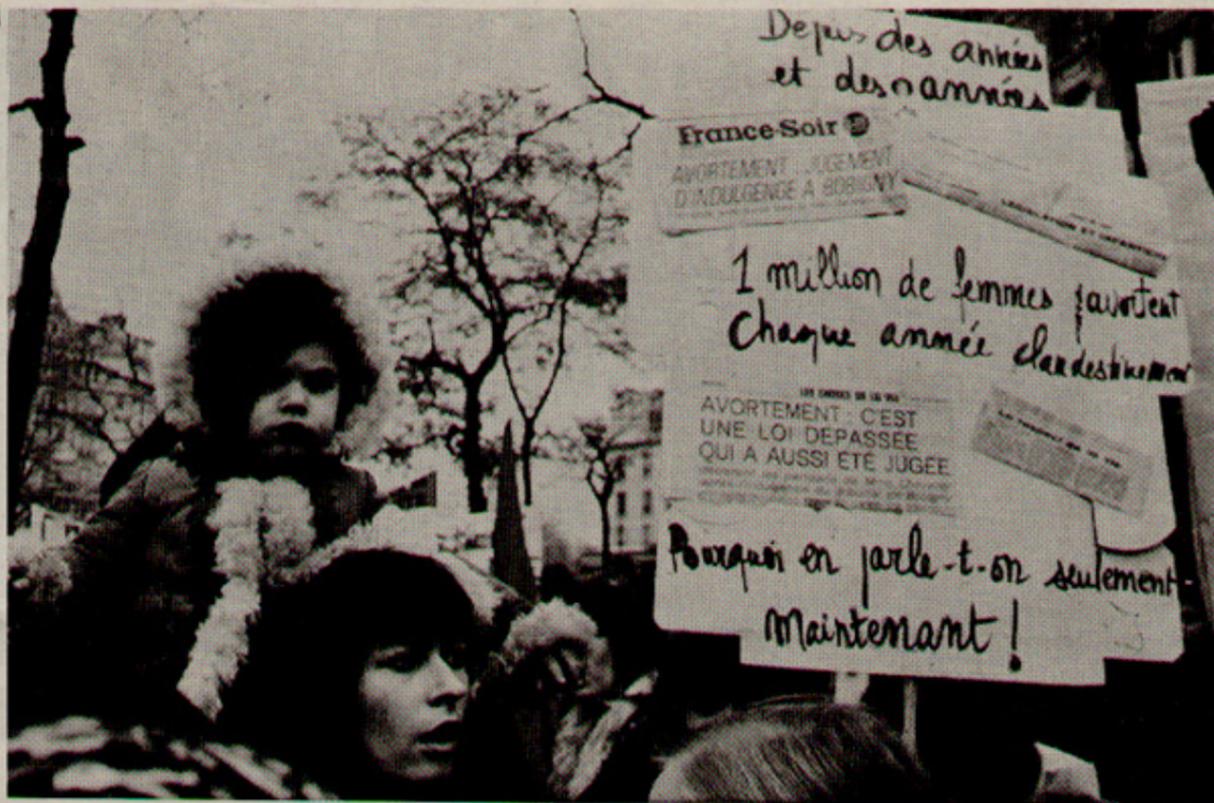
Mobilisé en une semaine à l'initiative d'enseignants, du comité de lutte lycéen de Barentin, de responsables syndicaux, le meeting a débuté par un exposé de Jean-Philippe Talbot, initiateur du Comité de Défense des Appelés. JJ Jumelle a exposé ensuite les raisons de son attitude. A l'issue de la réunion, un comité de soutien à Jumelle s'est créé qui a impulsé la mobilisation dans la région rouennaise pendant tout le mois de décembre.

Correspondant



armée

avortement :



un million de "vicieuses" ?

Le procès de Bobigny a placé l'avortement sous les feux de l'actualité.

Le pouvoir et ses idéologues n'ont eu d'autre choix que d'agiter la promesse de quelques réformes assorties de gémissements hypocrites. Les révolutionnaires, en revanche, doivent tirer parti de la sensibilisation créée à cette occasion et populariser largement le mot d'ordre de l'avortement libre et gratuit.

La manifestation des femmes à propos de l'avortement a montré que la lutte pour l'abolition de la loi de 1920 va de pair avec la lutte pour l'amélioration des conditions de vie, la contraception, les crèches ; c'est dans ce contexte que la lutte pour la liberté et la gratuité de l'avortement trouve sa dimension entière.

Incohérence et manœuvres bourgeoises.

Aujourd'hui, la bourgeoisie ne peut plus ignorer le problème de l'avortement ; elle ne peut plus nier qu'il soit un phénomène de masse : lorsque le député UDR Neuwirth fut acculé à dire, lors d'un débat télévisé, que l'équipement sanitaire du pays ne permettrait pas de résoudre le problème de l'avortement, c'est bien le chiffre d'un million d'avortements par an qu'il avança, et non pas les 250 000 des statistiques officielles.

A part ce faux pas du maladroite Neuwirth, tous les débats de la bourgeoisie ont le même dénominateur commun : ils coupent l'avortement de son contexte social et tentent de noyer le poisson en renvoyant chacun devant sa conscience, son dieu ou son médecin. Cette entourloupette hypocrite n'est que le voile dont se parent les motivations économiques et idéologiques les plus réactionnaires.

Les bons apôtres.

Dans leur sale combat contre la liberté et la gratuité de l'avortement, les idéologues bourgeois sont infailliblement amenés à se poser en avocats de la pénurie capitaliste, du sous-équipement médical de la France. La logique de leur propos, c'est : non à la médicalisation de l'avortement, non à toute sexualité qui n'est pas prisonnière de la fonction reproductrice !

Nous ne devons pas leur permettre d'affirmer : « Si l'avortement était libre (et, ô horreur, gratuit), toutes les femmes se feraient avorter, l'avortement deviendrait moyen de contraception », sans donner aussitôt toute sa portée au constat d'impuissance qu'un tel argument recèle, sans accuser et mettre en lumière que :

— les décrets d'application-bidon de la loi Neuwirth non seulement interviennent 5 ans après le vote de la loi, mais qu'ils ne sont assortis d'aucun crédit et qu'ils resteront lettre morte ;

— le sabotage de la contraception est systématique, non seulement au niveau idéologique (« la pilule donne le cancer » !), mais aussi d'une façon plus tangible : la contraception n'est pas remboursée par la Sécurité Sociale ; mieux : « Tous les examens prescrits en même temps ou après la prise de la pilule ne doivent pas être remboursés » (décision de la Caisse Nationale d'Assurances Maladie de juillet dernier). Il y a là une façon sans appel de mettre les femmes qui prennent la pilule hors de la médecine ; en voilà une belle économie !

« Le droit au vice ».

Oui, nous réclamons le droit à ce que Foyer appelle le vice (celui des riches et qui doit rester leur privilège, bien sûr), à savoir la médicalisation de l'avortement, sa dédramatisation, son innocuité.

Nous avons le « vice » de réclamer qu'il n'y ait plus 3 600 morts annuellement par avortement, et des millions de séquelles plus ou moins graves. En Yougoslavie, où l'avortement est légal, la mortalité est de 2 pour 100 000.

Mais, pour que le « traumatisme » dont chacun parle si bien soit totalement éliminé, encore faudrait-il que la sexualité cesse d'être culpabilisée, réduite à la procréation, que l'image de la femme ne soit plus indissociablement liée à celle de la maternité. Et, dans cette optique, nous n'avons rien à attendre du capitalisme. Nous devons dénoncer l'argument qui complète l'optique réactionnaire des Foyer et Cie selon lequel la liberté de l'avortement déterminerait une baisse de natalité ; nous devons dénoncer le lien mécanique et abstrait que la bourgeoisie veut établir entre avortement et démographie. Mieux que tout autre, et elle l'a prouvé au lendemain de la guerre avec la création des Allocations Familiales et le boom des naissances qui s'en est suivi, la bourgeoisie sait que l'amélioration des conditions de vie est un stimulant plus efficace de la natalité que toutes les mesures répressives contre l'avortement. Elle sait que la majorité des femmes qui avortent le font parce qu'elles n'ont pas le choix, parce qu'elles ne peuvent pas avoir un enfant de plus. Sur ce plan, le bilan social du gouvernement est égal à zéro.

Le combat de l'avortement est le combat pour un vrai choix, un combat qui ne peut être isolé.

Luttons :

— pour le droit à la contraception,
— pour des centres de diffusion et d'information libres et gratuits pour toutes, y compris les mineures,
— contre le projet d'Office National, distillant l'idéologie officielle UDR,

— contre les centres d'information familiale, courroies de transmission de l'idéologie dominante,
— pour une sexualité indépendante de la procréation, déculpabilisation de la sexualité,
— pour l'amélioration des conditions sociales : augmentation de salaires, création de services sociaux.

Ce que peut nous offrir la bourgeoisie, nous le savons : des libertés sans les moyens, une loi Perret (1) qui ne résout rien. Pourtant, la lutte, ne serait-ce que pour cette seule liberté, est déterminante :

— Pour que le caractère social de masse de l'avortement éclate, pour que les femmes prennent conscience qu'il ne s'agit pas d'un problème individuel de vie privée, qui ne peut trouver de solution satisfaisante sans se heurter à la politique du pouvoir, sans entrer en contradiction avec l'ordre capitaliste.
— Pour que la lutte des femmes rejoigne celle de tous les travailleurs pour une autre vie, pour le socialisme !

Carol Lewis.

(1) Elle prévoit la possibilité d'avortement dans un nombre de cas bien précis et peu nombreux :

- viol ou inceste,
- malformation certaine du fœtus,
- danger éventuel pour la vie de la mère.

questions à la CFDT

« Pour personne, surtout pas pour celles qui sont contraintes d'y recourir, l'avortement n'est une méthode contraceptive acceptable ; c'est une anomalie de la société, que les pouvoirs publics masquent par la répression au lieu de s'attaquer aux causes profondes pour libérer hommes et femmes. La CFDT ne peut approuver des méthodes répressives masquant les carences de la société ». (...) « Mais la situation n'est pas la même pour toutes les femmes, elle varie selon leur position sociale et leurs ressources. En France, aujourd'hui, l'avortement a un aspect de classe ». (...) « Messmer n'imagine pas une autre politique sociale, qui permettrait aux Français et aux Françaises d'avoir les enfants qu'ils désirent. Non ! Pour maintenir la natalité, il préfère compter sur la culpabilisation, la peur des risques physiques et légaux, en un mot sur la répression ».

C'est Jeannette Laot, secrétaire nationale de la CFDT, qui, dans une tribune au « Nouvel Observateur », donne la position de sa centrale syndicale sur la contraception et l'avortement. Avec tout ce qui est dit

plus haut, nous ne pouvons qu'être d'accord : c'est la société capitaliste qui est responsable, la pratique de l'avortement est un produit de la répression qui y sévit. A cela, la réponse globale est une autre politique sociale qui ne peut être que celle d'un autre régime.

Néanmoins, il faut lutter dans le cadre de la société actuelle contre les carcans qu'impose la bourgeoisie, il faut mener une bataille démocratique contre les lois bourgeoises, il faut, comme l'écrit J. Laot, proposer « des changements permettant de réunir les conditions d'une procréation volontaire et consciente ». Le point de départ de ce combat est le constat que dans la France capitaliste, l'avortement est « de classe », c'est à dire qu'il est réservé à celles dont les ressources permettent de contourner la législation en vigueur, la loi de 1920, par un voyage à Londres ou en Suisse. Or, parmi toutes les propositions de la CFDT, nous ne retrouvons pas celle d'un avortement libre et gratuit ». Pourtant, elle découle logiquement de tous les considérants avancés par J. Laot

Est-ce un oubli ?

Carol Lewis.



Après une expulsion...

Photo SIMONET



Photo TRIX

relogement immédiat des travailleurs immigrés

Au mois de mars, la Préfecture et le Conseil de Paris décidaient de reloger le millier de travailleurs africains des foyers Riquet, Nordmann et Bisson. « Sur l'emplacement des 3 foyers, un foyer de 300 lits doit être construit, les habitants vont être relogés avant l'hiver dans des locaux provisoires fournis gratuitement par le ministère de l'Équipement » (Rouge n°162). Le Préfet précisait même, le 24 mars : « Le calendrier des réalisations nous permet d'espérer une mise à disposition de ces réalisations avant l'automne prochain, ce qui nous permettrait d'évacuer les taudis signalés avant le retour de la mauvaise saison ». En septembre, le Préfet répétait que le relogement de Riquet devait se faire « au cours des prochaines semaines ». Nous sommes en décembre. Les Africains sont toujours dans leurs taudis. Le froid multiplie les cas de maladie. Sur les 400 locataires du « foyer » Bisson, 200 sont contraints, malades, de rester enfermés toute la journée. Les chambres insalubres, le chauffage au butane, l'atmosphère moite et l'air vicié sont le lot quotidien du malade. Une dizaine d'Africains de Bisson sont déjà partis à l'hôpital. C'est aussi le cas d'au moins 24 des 176 locataires de Riquet. Pour la bourgeoisie, les travailleurs immigrés sont à ce point de la main d'œuvre à bon marché qu'elle ne se donne même pas la peine de leur fournir les conditions minimales d'exis-

tence leur permettant de subsister !
Soutenons la lutte des travailleurs immigrés !
Relogement immédiat !

Correspondant.

Versailles : assassinat d'un ouvrier algérien dans un commissariat

Interpellé, tabassé et abattu par les flics. Mercredi 29 novembre, au moment même où la police se livrait à une opération de charme à la télévision, un travailleur algérien, Mohamed Diab était tué dans un commissariat. Croyant pouvoir étouffer l'affaire, le procureur adjoint de la République déclarait : « Ce qui apparaît dès maintenant, c'est que la victime était considérée par sa propre famille comme un être brutal et violent, et que d'autre part, il s'agit, selon toute vraisemblance, d'un drame de la légitime défense ». Il s'agissait d'un travailleur immigré ! L'affaire pourrait être classée rapidement, étouffée comme de nombreuses autres, devait-il espérer ! Que s'est-il passé en fait ? Après avoir été interpellé avec sa femme et sa sœur, Mohamed Diab fut amené au commissariat. Là, injures et coups ont commencé à pleuvoir. La femme et la sœur de Mohamed témoignent : « Mohamed protestait qu'il voulait rentrer chez lui. Alors, les policiers l'ont bourré de coups de poings dans les reins en l'injuriant ». Mais Mohamed ne se laisse pas faire. Il riposte et assomme deux

de ses agresseurs. Le troisième flic saisit un pistolet et le menace. Les flics font sortir les deux femmes et... Une rafale... Comme Jean Pierre Thévenin, Mohamed Diab sortira mort du commissariat ! Fatima Sahlioui, la sœur de Mohamed, qui a vu la scène à travers une fenêtre, explique : « A aucun moment, mon frère n'a tenté de désarmer le policier. Il s'est dirigé vers la sortie. Le policier lui a crié : « N'avance pas ou je tire ». Mohamed lui a répondu : « Tu n'en es pas capable ». Les détonations ont éclaté. Mon frère s'est écroulé sur le sol ». Une information contre X est ouverte... ! Nous savons ce que cela veut dire ! Nous savons que ce sont ces enquêtes qui sont étouffées.

La riposte doit s'intensifier.

Déjà, les militants de la Ligue Communiste et de différentes organisations d'extrême-gauche organisent la riposte à Versailles. Une vingtaine de militants ont distribué plus de 2 000 tracts sur le marché de Versailles, dimanche matin. Les flics viendront arracher les affiches d'explication dès le départ de nos camarades. Les distributions de tracts se multiplient dans les quartiers et sur les lycées de Versailles. Une réunion d'information sur les différents lycées a été organisée, mercredi 6 décembre. Mais, pour être efficace, la riposte doit être unitaire. Nous ne pouvons que regretter le sectarisme des camarades de Lutte Ouvrière qui, après s'être refusés à signer un tract unitaire, ont distribué un tract LO sur un lycée de Versailles. Des comités pour la vérité sur la mort de Mohamed Diab se constituent sur les lycées. Un comité de quartier doit se mettre en place. Incitez le flic assassin !

répression

Le Havre : échec à une tentative du Front National

Le Front National, ramassé de fascistes divers, ayant l'intention d'organiser un dîner-débat, une campagne de dénonciation est rapidement développée sur Le Havre. Une manifestation était organisée devant la salle où devaient se tenir les festivités. Les fascistes préférèrent décommander leur initiative et les manifestants trouvèrent une salle vide. Les anti-fascistes restent vigilants et continueront d'empêcher les nazillons d'apparaître.

Correspondant

Marseille : contre les nazillons, mobilisation !

Depuis un mois et demi, les étudiants en médecine de Marseille sont en lutte. Contre le Numerus Clausus, pour la réintégration de 44 étudiants qui avaient réussi leur passage en seconde année, une première manifestation s'était déroulée il y a 15 jours regroupant 600 personnes au cri de « A bas le Numerus Clausus », « A bas la médecine du fric et des patrons ».

Alors que la grève devait être votée, lors d'une assemblée générale, à bulletins secrets, une bande de nerfs fascistes (O.N., G.U.D., A.F.), regroupée dans la corpo, déboule dans l'amphi casqués, armés ; conspués par les étudiants, ils devaient retirer leur panoplie militaire.

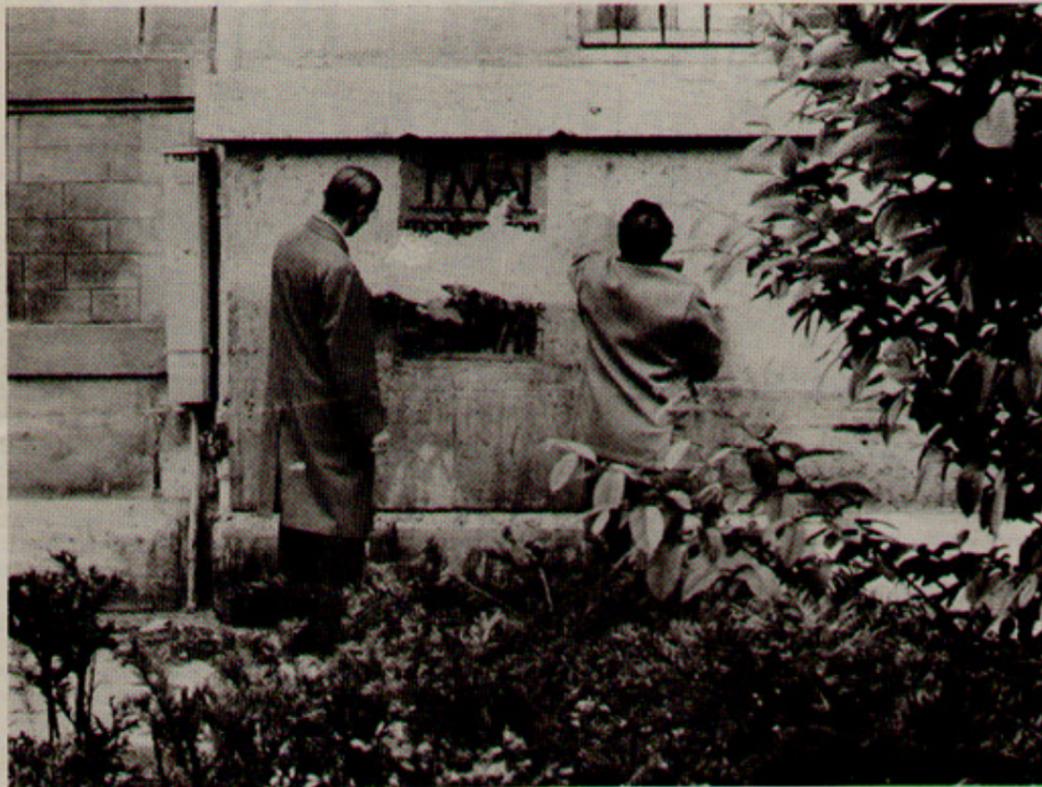
Isolés sur la fac, il ne restait plus à ces nerfs qu'à s'imposer par la terreur.

Au cours d'une A.G. convoquée par le C.L.M., regroupant plus de 500 étudiants, les nazillons ont chargés, massivement (plus de 50), avec une brutalité inouïe les étudiants. Bilan : 8 blessés dont 4 graves.

Les nombreux flics présents (30 cars de CRS) ne sont naturellement pas intervenus. Aussitôt, le CLM, soutenu par Révolution !, la Ligue Communiste et la Gauche Révolutionnaire, ont appelé à une riposte massive pour le lendemain, en convoquant un meeting anti-fasciste à l'intérieur de la fac. Le retentissement de cet appel a été important, la presse régionale, la télé et la radio en ont largement fait écho. La mobilisation s'est faite sur toutes les facs marseillaises. Le jour du meeting, les fascistes bloquaient les grilles et ratonnaient les étudiants sous le regard bienveillant des flics. Malgré cela, un impressionnant service d'ordre, casqué, armé, a réussi à pénétrer dans la fac par un chantier. Accueilli par des applaudissements, le SO, avec les étudiants de la fac présents, a expulsé les nazillons. Alors, les flics relayèrent les fascistes, à coups de grenades lacrymogènes ; mais, devant l'hostilité et la détermination des étudiants, les flics durent battre en retraite sous les yeux d'un millier de personnes réunies devant la fac.

Le meeting anti-fasciste a pu alors se tenir. Un millier d'étudiants très combattifs étaient présents ; des prises de parole furent faites par le C.L.M. et les organisations révolutionnaires. Une manifestation très dynamique fut improvisée : à noter que devant l'importance de la manif (un millier de personnes), les flics durent s'effacer. Le soir même, le doyen (bien connu pour la protection qu'il offre aux fascistes) décidait la fermeture de la fac, espérant ainsi casser le mouvement. Quelle aubaine pour les fascistes ! Par delà les mesures d'intimidation, d'où qu'elles viennent (flics, fafs, administration), nous saurons imposer la liberté d'expression dans la fac de Médecine comme ailleurs, et protéger tout mouvement de grève.

Correspondant



Le censeur et l'intendant du lycée Jacques Decour pris en flagrant délit !

lycées

Decour : le pouvoir frappe, les lycéens ripostent

Un ballon d'essai...

Il est hors de doute que le pouvoir voulait faire de l'« affaire Wander » un test : en faisant — par M. Prieur interposé — appel contre la mesure « trop clémente » du conseil de discipline de Decour, il s'agissait d'abord d'affirmer qu'un intendant fasciste doit toujours être défendu contre un lycéen, et d'autre part de tester la capacité de riposte du mouvement lycéen pour savoir si, oui ou non, elle pouvait aller — sans crainte — plus loin dans la répression.

...vite dégonflé !

Dans les lycées, des « comités de soutien à Wander » ou des « comités de lutte » se créent, souvent à l'initiative des militants de la Ligue et du Front des Cercles Rouges.

Pour élargir, homogénéiser et définir la perspective, les comités se réuniront à plusieurs reprises en coordination.

La veille du jour où Wander passait devant la Commission Rectorale, une coordination représentant plus de 30 lycées, décidait le principe d'un rassemblement, le lendemain, devant la Sorbonne et élisait un collectif chargé de préparer la mobilisation du lendemain.

Le 1er décembre, après de nombreuses assemblées générales dans les lycées, les lycéens rejoignent la Sorbonne. Le quadrillage policier est tel qu'ils sont obligés de se regrouper dans la

cour, à l'intérieur même de la Sorbonne : mais il était hors de question de refuser de manifester.

Ainsi, au milieu de la matinée, devant les yeux surpris des militants — peu nombreux — de l'AJS restés dans la cour et devant les flics qui croyaient à une dispersion prématurée, les lycéens sortaient de la Sorbonne et allaient prendre le métro, c'était fini ? Pas tout à fait !

Car un peu plus tard, 1 500 lycéens sortaient du métro Opéra et défilaient pendant près d'une heure jusqu'au lycée J. Decour, au nez et à la barbe des flics de Marcellin.

Un cas non isolé

A partir de ce moment, la mobilisation s'élargit : en effet, Wander n'était pas le seul sanctionné : les lycéens joignaient dans leur solidarité Bertin, l'apprenti du CET Montreuil, que la répression avait touché ; à Balzac le refus par l'Administration de la création d'un foyer lycéen montra aux lycéens que la normalisation et la répression ne sevisaient pas seulement à Decour.

« Wander exclu, lycéens dans la rue ! »

A l'annonce de la sanction contre Wander — exclusion définitive de Decour, réintégration à Balzac —, les lycéens montrèrent une nouvelle fois leur détermination, face au pouvoir, à riposter à chaque mesure de sa part : une manifestation, lundi soir, réunissait plusieurs centaines de lycéens et prouvait par là que la lutte contre « l'École des flics et des patrons » n'était pas terminée.

Comment continuer ?

Pour nous, la signification de telles luttes est claire : elles démontrent que — même sous des formes moins massives que l'affaire Guiot ou que la « circulaire Guichard » — les lycéens ne sont pas dupes des propos

sécurisants du ministère. Ces luttes sont le signe que le milieu lycéen est toujours une plaque sensible de la société capitaliste. Ce qu'il faut faire aujourd'hui, c'est amener les lycéens qui viennent d'entrer en lutte à ne plus considérer chaque scandale comme un fait isolé, mais bien comme les éléments d'un ensemble qu'il s'agit de combattre dans sa totalité.

Ce qu'il faut faire aujourd'hui, c'est riposter à chaque provocation de l'administration de cette école qui, dans ses cours, dans sa discipline, dans son rôle, tente d'inculquer à la jeunesse des valeurs qu'elle rejette.

Ce qu'il faut faire aujourd'hui, c'est expliquer comment l'école, avec la morale bourgeoise distillée à longueur d'ondes et de déclarations, avec l'armée, avec la famille et ses « obligations », avec la répression sexuelle et ses interdits, est partie prenante des barbelés dont la bourgeoisie veut aujourd'hui entourer la jeunesse.

Cette dénonciation de l'École et de l'Ordre Moral sous toutes ses formes, les militants de la Ligue et du Front des Cercles Rouges la développeront

Et les récentes luttes nous incitent à penser qu'elle ne restera pas sans écho dans les lycées.

Michel Beauchamp.

défendre Wander... contre l'AJS !

Pour les lycéens, ce fut une révélation ! Ils ne connaissaient l'AJS que par oui-dire — la charge qu'elle avait effectuée contre le cortège du FSI, le 15 octobre, par exemple — ; mais, ni lors de l'affaire Guiot, ni lors de la « circulaire Guichard », ils n'avaient pu faire connaissance avec ce groupe, qui était magnifiquement ab-

Capès-Aggeg : encore la sélection...

L'an dernier, que ce soit en médecine, en lettres ou en droit sciences-éco, le mouvement étudiant mobilisé avait combattu avec succès les projets sélectifs de rentabilisation de l'université (numerus clausus, projet CFFPM, projet Vedel).

La rentrée de cette année a déjà vu la mobilisation des étudiants en médecine contre l'application du numerus clausus.

En lettres, après le recul de Guichard sur les CFFPM Fontanet prend la relève. Il est tout aussi incapable que son prédécesseur d'imposer face à la mobilisation des étudiants un système cohérent de sélection dans le 2ème cycle, mais il utilise jusqu'à la caricature l'arme dont il dispose encore : les concours de « recrutement ».

Cette année, à l'aggeg de Philo : 35 postes pour les hommes, 17 pour les femmes, pour 3 000 candidats !

Les concours de « recrutement » ne recrutent plus ! Ils montrent jusqu'au ridicule le véritable projet du pouvoir : décourager les étudiants du 2ème cycle, rejeter dans des filières courtes la grande masse des étudiants qui y recevraient une formation moins coûteuse, rapide et ultra-spécialisée, correspondant à la variation des besoins du patronat.

Dans les facultés surtout en 2ème cycle, la situation devient intenable. Sans illusions quant au CAPES ou à l'aggeg, les étudiants, dans leur majorité déjà contraints pour payer leurs études à être exploités à mi-temps voire à plein-temps, se savent condamnés au chômage, à moins qu'ils ne décrochent, avec un poste de maître auxiliaire, le droit à un salaire de misère et à l'insécurité de l'emploi.

Sentant ce que la situation a d'explosif, les parasites-électorales tentent de canaliser le mécontentement vers les urnes. Dans le cadre des grandes manœuvres pré-électorales et de la semaine d'action dans l'Éducation Nationale, l'UNEF-UEC a organisé, le 5 décembre, une pétition-rassemblement-délégation au ministère, pour le doublement des postes au CAPES et à l'aggeg. Inutile de préciser qu'étaient seuls invités les capétifs et les agrégatifs ; les étudiants de 1ère, 2ème et 3ème année, qui se préparent aux mêmes concours, ne sont pas en âge de voter !

Mais les capétifs et les agrégatifs, s'ils sont directement menacés, n'en sont pas moins conscients que, s'ils veulent mener la lutte avec une chance de victoire, c'est d'abord en luttant contre les divisions installées par le pouvoir au sein même du corps enseignant d'une part, entre titulaires et auxiliaires, et chez les futurs enseignants d'autre part, par la hiérarchie des concours (CAPES aggeg) et de leur préparation (facs, écoles normales supérieures)

Aussi, à la Sorbonne, un comité de lutte CAPES aggeg, s'est constitué, qui se fixe pour tâche la mobilisation non seulement des candidats aux concours, mais celle de l'ensemble des étudiants, des maîtres auxiliaires en poste ou en chômage.

Contre le chômage réservé aux étudiants, ce sont des mots d'ordre unifiants qu'il met en avant.

Contre les concours de recrutement !

Titularisation immédiate des maîtres auxiliaires !

Le comité de lutte de la Sorbonne montre la voie. C'est par la mobilisation de tous les enseignants et de tous les étudiants concernés que pourra être imposée une augmentation du nombre d'enseignants dans le secondaire, en fonction des besoins qui s'y expriment.

Pas d'heures supplémentaires pour les enseignants !

Pas de classes de plus de 25 élèves !

sent de ces mobilisations.

Cette fois, elle était là !

* Elle était là à la coordination

du 30 novembre, et comment !

Après que l'un de ses militants

ait osé refuser de joindre le cas

Bertin (apprenti exclu du CET

de Montreuil) à celui de Wander

(« Il ne faut pas tout mélanger.

On est là pour Wander » dira-t-il,

à la réprobation générale de

toute la coordination), se voyant

en minorité, les militants

lambertistes feront passer le

mot d'ordre de « foutre le bordel »

dans cette réunion... chargée

d'organiser le rassemblement

à la Sorbonne !

* Elle était là à la Sorbonne,

avec ses lycéens de choc. Chis-

seray, Berg, Shapira — dirigeants

de l'AJS... et éternels

lycéens de 30 ans ! —, poussant les lycéens à entrer dans la cour de la Sorbonne, cédant aux vœux les plus chers des flics qui ne voulaient que cela.

* Par contre, elle n'était plus là quand il fallut organiser la manifestation, et les militants lambertistes restèrent piteusement dans la cour, pendant que le mouvement lycéen, lui, sortait et défilait dans les rues de Paris.

Tout au long de la mobilisation, ce fut contre l'AJS qu'il fallut organiser la défense... de son militant !

Cette première apparition de l'AJS dans les lycées, pour être un coup d'essai, ne fut vraiment pas un coup de maître !

M.B.

appel du f.s.i.

Dans le combat mondial contre l'impérialisme, la lutte héroïque des peuples d'Indochine occupe une place centrale. Le peuple Vietnamien, le peuple Khmer, le peuple Lao ont leurs propres objectifs, leur propre tactique. Mais la guerre qu'ils conduisent est partout une guerre du peuple, une guerre révolutionnaire. Étroitement solidaires, ils font face à l'impérialisme le plus puissant du monde, l'impérialisme américain. Dans cette lutte militaire, politique, diplomatique, malgré une destruction et des pertes inouïes, ils ont remporté de grandes victoires. Ils ont reconquis une grande partie de leurs territoires. Ils ont fait apparaître aux yeux de tous les peuples le caractère fantôme des gouvernements mis en place par les États-Unis à Saïgon, à Phnom Penh et à Vientiane. Ils ont contraint Nixon à négocier avec les représentants authentiques du peuple vietnamien, ce que les USA avaient toujours refusé de faire jusqu'ici pour le GRP, et à approuver formellement les accords en neuf points d'octobre 1972.

Militants du Front Solidarité Indochine, réunis pour nos premières Assises, nous saluons ces victoires et nous disons à nos amis indochinois : votre lutte est la nôtre, vos succès, en affaiblissant l'impérialisme américain, portent des coups à tous les impérialismes. Votre détermination, votre volonté d'indépendance, votre combat révolutionnaire facilitent chez nous le développement de la lutte des classes.

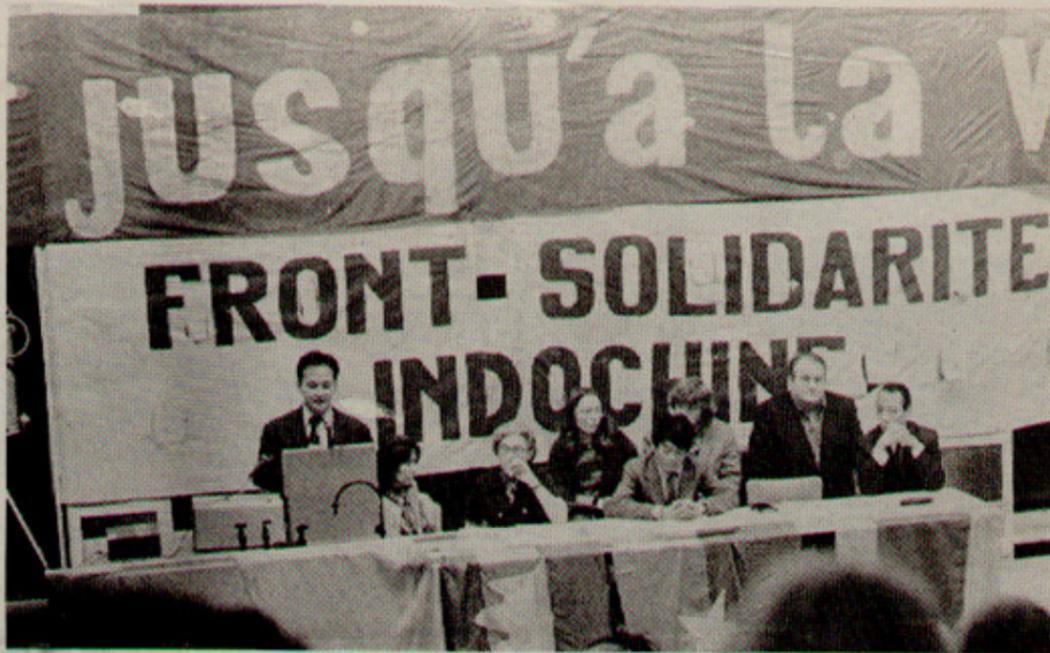
Cependant, l'impérialisme américain n'a pas encore désarmé. Nixon réélu table sur la nouvelle situation mondiale et sur les espoirs de paix qu'il a fait naître dans le peuple américain et dans de larges couches populaires en France et dans le monde, pour prolonger les destructions et les massacres, pour intensifier encore les raids de B 52, pour manœuvrer de toutes les façons. Il refuse de signer les accords d'octobre et tente de les remettre en cause sur des points fondamentaux. En fournissant à Thieu une énorme quantité d'armes, en camouflant les conseillers militaires américains, il encourage celui-ci à arrêter de nouveaux militants, à massacrer les opposants dans les prisons, il lui donne d'avance les moyens de ne pas appliquer, en cas de cessez-le-feu, les clauses essentielles des accords d'octobre.

Militants du Front Solidarité Indochine, nous nous affirmons entièrement solidaires des décisions de la RDV et du GRP, du FUNK, du GRUNK, du Front Patriotique Lao. Nous nous engageons à renforcer notre action pour dénoncer les régimes de corruption et d'agression de Saïgon, Phnom Penh et Vientiane, pour sauver les prisonniers politiques menacés d'extermination, pour imposer à Nixon la signature des accords en 9 points.

Nous dénonçons aussi toutes les complicités que Nixon peut rencontrer, et d'abord dans notre propre pays, dans notre propre gouvernement. Si le cessez-le-feu est signé, nous nous engageons à une extrême vigilance, nous aurons à combattre toutes les manœuvres du néo-colonialisme, à soutenir nos frères vietnamiens dans la lutte politique qui s'ouvrira alors dans leur pays et pour le développement de laquelle le respect des libertés démocratiques sera indispensable.

Quelles que soient les modalités de leurs luttes, nous serons à leurs côtés. Nous aurons à soutenir les aspects spécifiques du combat des peuples Lao et Khmer. Nous en appelons en France, aux USA, dans le monde, à tous les mouvements de solidarité pour que leur action s'intensifie, pour que le soutien s'élargisse jusqu'à la victoire finale.

Vive la lutte révolutionnaire des trois peuples d'Indochine !
Ils vaincront !
Leur victoire sera aussi la nôtre !



2 et 3 décembre : les assises du FSI

« Soutien total jusqu'à la victoire finale ! » : c'est sous ce sigle que se sont tenues les premières Assises Nationales du FSI, un an et demi après sa création.

Réunion de travail, les Assises sanctionnaient la réalité nouvelle du FSI. Au départ, celui-ci n'était qu'un cartel d'organisations et de personnalités. Il s'est trouvé au sein de ce cartel des personnalités pour se comporter en militants et des organisations pour s'acquitter de leur dette envers la révolution vietnamienne et aujourd'hui khmère et lao autrement que par des paroles. Le FSI vivant, le FSI des 2 et 3 décembre 1972, est le résultat de cet effort mutuel.

Outre les membres du bureau provisoire, 174 délégués des comités étaient présents, ainsi que 41 observateurs (délégués sans mandat, mais pouvant intervenir dans le débat). 162 comités étaient représentés, dont 61 comités pour Paris et sa banlieue et 101 comités de province, représentant 28 villes (8 pour Marseille, 6 pour Reims, 3 pour Strasbourg, etc...). Un certain nombre de comités de ville semblent n'avoir pu se faire représenter (une vingtaine).

C'est cette réalité organisationnelle, militante du FSI qui se traduit tout au long des débats. Elle s'accompagne d'une non moins évidente maturité politique. Si on compare les analyses du FSI et son orientation à celle des mouvements de soutien ayant existé avant Mai 68 en France, ou aux mouvements existant actuellement dans les autres pays, le FSI apparaît déjà comme une mine d'expériences et de leçons.

Est-ce à dire que le bilan soit tout de miel ? Assurément pas. Le FSI a eu beaucoup de mal à surmonter ses carences d'origine, mais, en le faisant, il a commencé une tâche fructueuse, qui apporte une aide objective à la lutte des révolutionnaires indochinois, ce qui est sa raison d'être.

Le FSI, en pleine période de démobilisation du mouvement anti-guerre aux USA, a su, en

France, alors que les forces d'extrême gauche sont investies dans des tâches tous azimuts de travail et d'implantation révolutionnaire, développer un courant tenace de dénonciation de l'impérialisme. Un courant qui a regroupé, politisé une frange conséquente de militants anti-impérialistes et les a lancés dans l'action en des heures cruciales. Ainsi, à l'automne 1972, le FSI a franchi un cap ; le rôle qu'il a tenu dans le soutien aux peuples d'Indochine, aucun autre mouvement ou organisation politique en France ne l'a eu. Mieux, au départ fait de morceaux hétérogènes, le FSI s'est progressivement homogénéisé.

Il faut se souvenir des affrontements du Secours Rouge pour comprendre ce qu'a d'important le FSI dans l'histoire de l'extrême gauche en France elle-même. Cette homogénéisation est le fruit d'une réalité contraignante : la révolution indochinoise. Contraignante, la révolution indochinoise apprend à marcher à la jeune génération révolutionnaire. A son école, de nombreuses leçons de patience, de détermination et d'intelligence révolutionnaires sont prises, répétées, comprises !

Mais rien non plus d'un unanimité de façade : la discussion tant le samedi, sur le bilan politique et organisationnel du FSI (rapport de Madeleine Rébérioux), que le dimanche, dans les commissions et sur la plateforme de référence du Front Solidarité Indochine, fut vive.

Trois pôles de discussion semblent avoir organisé les débats. Le premier concernait l'analyse de la situation politique. Le deuxième : le bilan que l'on peut tirer du FSI, de ses carences, de son histoire. Le troisième enfin portait, à travers le problème de la structuration du FSI, sur la nature politique de celui-ci.

Les débats ont éclairé les propositions respectives, ils ont permis de mieux poser les problèmes. Il est caractéristique que si le rapport introductif de Madeleine Rébérioux, le samedi, fut suivi d'une intervention de Nicolas Baby, apportant des nuances d'analyse sur la stratégie américaine, l'appel qui clôt les Assises, et que nous reproduisons ci-contre, fut voté à l'unanimité par l'assemblée des délégués et les membres de l'ancien bureau. Or, cet appel reprend les lignes de force du rapport de Madeleine Rébérioux. De même, la proposition d'une manifestation de rue pour la libération des prisonniers a rencontré une adhé-

sion massive. Nécessaire aujourd'hui, une telle initiative s'impose dès la signature d'un cessez-le-feu. Elle traduit clairement notre axe de bataille : la liquidation de la dictature fantôme, les libertés politiques pour les masses dans les zones encore contrôlées par Thieu, la possibilité pour les masses de choisir librement leur propre destin. C'est pour cet objectif qu'aujourd'hui chaque semaine des centaines de militants, dans les villes du Sud Vietnam, affrontent la terreur policière de Thieu. C'est cet objectif que la lutte politique des révolutionnaires vise, dès l'obtention du cessez-le-feu. Cette campagne est à la charnière d'une situation, elle nous permet de développer la mobilisation indépendamment des spéculations plus ou moins démobilisatrices sur l'imminence du cessez-le-feu. Le FSI s'adresse aux autres mouvements européens pour qu'ils se mobilisent en même temps qu'en France sur ce thème de la libération des prisonniers.

Par ailleurs, le travail quotidien des militants des comités est fait de vigilance. Tant que l'impérialisme n'a pas cédé, il trame ses plans de guerre et les vols des B 52 se multiplient sur tous les fronts d'Indochine. Et, lorsque Nixon aura cédé, l'impérialisme multipliera l'arsenal de la lutte contre-révolutionnaire au service des forces néo-coloniales qui le servent. L'impérialisme est fondamentalement agressif, disent les camarades indochinois. Il ne recule que sous les coups. Ce serait piètre politique que de prendre prétexte des reculades de l'impérialisme pour cesser de lui porter des coups. Le soutien continue donc, il continue à travers la définition de nouveaux objectifs, à travers une attention croissante à la lutte révolutionnaire des 3 peuples d'Indochine.

le Nord tient

Médecin, depuis des années militant de la cause vietnamienne, Eric Woolf apporta, samedi soir, aux Assises, un témoignage précieux. Il décrivit la résistance du Nord Vietnam, d'où il revient. Il nous dit ce qui restait



premières assises nationales du front solidarité indochine

de Haiphong : un champ de ruines. La ville a été bombardée 200 fois, du 16 avril au 12 septembre. Le premier raid, mené en pleine nuit par les B52, a nivelé une bande de terrain de 500 mètres de large et de plus de 5 km de long. Pas un pan de mur n'est resté debout, des centaines de morts. Rasées aussi : Nam Dinh, Phat Diem, centre catholique, Dong Hoi...

Cependant, la destruction systématique contraste avec le chiffre des victimes : ceux-ci sont relativement peu élevés. Grâce à la multiplication des systèmes de protection et de défense, les vietnamiens limitent les pertes. Ainsi, à Hong Gai, ville du bassin minier, 172 bombardements, du 10 mai au 30 septembre, ont détruit toutes les maisons. Mais, sur 30 000 habitants, on dénombre 200 morts et 400 blessés : 2 % de la population. Les villes du Vietnam ressemblent à Dresde après sa destruction lors de la Seconde Guerre Mondiale, moins les centaines de milliers de morts ; et seule l'extraordinaire mobilisation du peuple au Nord Vietnam a créé une telle différence. La politique de « tout détruire » des États Unis a été vaincue par la politique « défendre la vie » des Vietnamiens. La formule clé de cette mobilisation est le « sot' an », la dispersion des populations urbaines ; mais les villes du Nord restent peuplées, et ceux qui les habitent travaillent, vivent, combattent sans fléchir sous les raids d'extermination US. En six mois de bombardements, le prix des denrées alimentaires n'a pas augmenté d'un sou. Et à Hanoi, bibliothèques et théâtres fonctionnent ; une campagne de préservation des monuments historiques bat son plein ! Sous les bombes, se poursuivent des recherches archéologiques ! Si sûr de son avenir victorieux, le peuple vietnamien, qu'il est soucieux d'offrir au futur l'histoire exhumée d'une des nations les plus vieilles du monde : le Vietnam.

Eric Woolf nous dit comment les activités économiques sont maintenues grâce à la décentralisation. La circulation par routes, chemins de fer, rivières lui a semblé plus intense qu'au cours de son précédent voyage (1970). Le Vietnam du Nord n'offre nullement l'image d'un pays à bout de souffle. Au contraire, la détermination du peuple est totale.

Dans un entretien de la délégation dont faisait partie Eric Woolf avec Pham Van Dong, celui-ci déclarait : « Ou bien les

Américains signeront l'accord en 9 points, ou bien, s'ils n'acceptent pas ce cadre de négociations, nous mènerons la lutte pour de nouvelles et nombreuses années. Nous y sommes prêts ».

Qu'attendent de nous nos camarades vietnamiens ?

Que nous agissions pour que Nixon signe l'accord du 26 octobre. Qu'il cède maintenant !

Deuxièmement, que nous exigeons la libération des prisonniers au Sud Vietnam. Parmi les 30 000 personnes que le régime Thieu a condamnées à la mort lente, se trouvent des forces qui ont un rôle décisif à jouer dans le mouvement urbain demain : non seulement cadres et militants nombreux du FLN, syndicalistes, leaders étudiants, etc... mais aussi les forces de la 3ème composante, progressistes, démocrates, révolutionnaires, pacifistes, aspirant tous à l'indépendance du Vietnam et à son unité.

Il nous faut répondre à l'appel des camarades vietnamiens, expliquer leurs mots d'ordre, agir dans la direction qu'ils nous indiquent.

le salut des délégations étrangères

Le Comité Vietnam Italien avait envoyé un télégramme, excusant son absence et souhaitant le succès de nos Assises.

Pris successivement la parole : Fred Halstead, du *National Peace Action Coalition*, un camarade des *Comités Vietnam allemands*, un représentant du *Front Uni National Indochine* (Belgique).

Fred Halstead explique pourquoi le mouvement anti-guerre était au creux de la vague aux États Unis. Deux raisons simples : le voyage à Pékin, le voyage à Moscou. Comment expliquer, après ça, que Nixon est un président de guerre ? Quand nous distribuons des tracts, ceux qui les prennent nous les rendent en disant : « mais la guerre est finie, trouvez autre chose à faire ». Il n'y a qu'un

secteur de la population aux États Unis qui sait que la guerre n'est pas finie : la marine ! Les illusions électorales sont redoublées par la certitude de paix. Il n'y a que les marins qui ne s'y trompent pas : la guerre, ils la font encore.

Mais la situation ne peut s'éterniser sans que le mouvement anti-guerre se remobilise. Nixon ne peut pas tromper sans fin son monde. Le développement du mouvement n'a jamais été linéaire. Dans le creux de la vague, on peut théoriser la démobilisation, ou lutter contre. Nous luttons contre : tant que la guerre impérialiste durera, tant que les États Unis poursuivront leurs buts néo-colonialistes dans le Sud Est asiatique, nous mobiliserons l'opinion pour les dénoncer. Ce que vous faites en Europe nous aide grandement dans notre tâche. Même si la masse de la population n'est pas encore au courant, les militants du mouvement apprennent ce que vous faites et y puisent de nouvelles forces.

Soulevant quelques remous à une ou deux reprises dans la salle, l'intervention de la camarade allemande fut éclairante. La commission internationale du dimanche matin n'avait pas fait toute la clarté sur l'orientation des *Comités Vietnam allemands*. Aussi, celle-ci fut-elle précisée dans le salut de leur déléguée : les *Comités Vietnam en Allemagne* sont très différents du *Front Solidarité Indochine*. Ils sont « une organisation politique de masse liée au KPD » (*Parti Communiste Allemand « Marxiste-Léniniste »*). Autant que le soutien aux peuples d'Indochine, ils ont une fonction d'édification du mouvement révolutionnaire en Allemagne. En travaillant « dans toutes les couches de la population », les *Comités Vietnam* marquent la sortie définitive du mouvement révolutionnaire de l'enceinte de l'école ; « 200 comités existent à travers toute l'Allemagne : ils sont de création récente (fin 1971, début 1972). Un premier congrès des comités s'est tenu en juin, puis un second cet automne. Au cours de ce deuxième congrès, la place accordée au texte de référence politique de dénonciation du « social impérialisme soviétique » s'est accrue. « Pour nous, la lutte révolutionnaire vietnamienne incarne la lutte entre deux lignes, l'une droitière opportuniste, l'autre prolétarienne marxiste-léniniste ». « La dénonciation du social-impérialisme est au cœur de notre action. Pour nous, l'unité n'existe pas.

Elle se construit. C'est un processus. L'unité, il faut la créer ». « La clarté d'abord, l'unité ensuite ».

C'est bien sûr à ce sujet qu'une rumeur passa dans la salle. L'éducation que le FSI donne à ses militants est en effet tout autre. Le FSI se bat sur des positions claires de soutien à la guerre révolutionnaire des peuples d'Indochine, mais il lutte sans cesse pour réaliser l'unité la plus large dans l'action. Le FSI n'exclut aucune force politique de ses rangs. Par contre, les *Comités Vietnam allemands* excluent non seulement les militants des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier (sociaux-démocrates, stalinien), mais aussi certaines des forces vives de l'extrême gauche, et en particulier nos camarades du GIM (section allemande de la 4ème Internationale). Ceux-ci ont dû, en conséquence, développer leur propre activité de soutien aux peuples d'Indochine, pratiquant une politique d'unité qui met en difficulté les courants sectaires du KPD, et développent des actions importantes. Le mouvement de soutien en Allemagne est donc divisé. Le FSI n'a pas à intervenir dans les conflits politiques internes aux autres mouvements de soutien en Europe : il prend contact avec tous ces mouvements et cherche à les entraîner ensemble dans l'action. Il parie sur cette dynamique pour dépasser les cristallisations sectaires, les faux clivages, et réaliser l'aide nécessaire aux peuples d'Indochine, celle que ceux-ci appellent.

Après la camarade allemande, un camarade belge décrit le rôle de la LRT (section belge de la 4ème Internationale) dans la construction du FUNI. L'intervention était très intéressante, mais l'optique était plus celle de la LRT que celle d'un front déjà constitué. Aussi la salle manifesta un instant sa crainte de voir une réponse polémique être faite à la camarade allemande. Le camarade de la LRT fut très sévère, pour le PC et les maoïstes belges, mais l'important fut dans la conception qu'il dégagait du FUNI. Cette conception est très proche de celle du FSI. Le FUNI propose l'unité d'action à toutes les forces de gauche et d'extrême gauche en Belgique, mais il refuse de se faire lanterner par les organisations politiques auxquelles il s'adresse. Le FUNI, pour le 19 novembre, a fait des propositions d'action commune au PC belge et aux forces maoïstes, propositions restées sans

réponse. Le FUNI a alors agi seul, mobilisant avec succès. Cette dynamique est irréversible, elle contraindra les autres forces politiques à agir, ou gagnera l'ensemble des militants anti-impérialistes conséquents.

A la fin de ces interventions, la salle scanda :

« Contre l'ennemi, l'impérialisme, unité ! »

les combattants indochinois : « notre victoire sera la vôtre »

Les camarades représentant les 3 peuples d'Indochine ont marqué l'importance qu'ils attachaient aux Assises du Front Solidarité Indochine par leur présence le samedi et le dimanche après-midi. Malgré leurs obligations nombreuses, ils n'ont pas hésité à consacrer plusieurs heures à suivre les travaux des Assises. Le dimanche après-midi, Ngo Hac Team pour le GRUNK, le représentant des étudiants Laos en France, et Huyh Cong Tham, responsable du Bureau d'Information du GRP en France saluèrent les délégués et leur dirent combien ils appréciaient leur action. Ils développèrent les objectifs de la lutte de chaque peuple, mirent en valeur l'unité des 3 peuples dans la lutte contre le même ennemi, l'impérialisme américain, et renouvelèrent leur appel à la solidarité internationale. Ils furent acclamés par les délégués enthousiasmés.

Huyh Cong Tham termina son intervention sur ces mots :

« Vous êtes à nos côtés dans la lutte contre le même ennemi, l'impérialisme. Nous combattons ensemble, jusqu'à la victoire finale. Notre victoire sera la vôtre ».

Apis



L'Afrique de Pompidou : chasse

pakistan

le soulèvement de Karachi

Vers la fin du mois d'octobre, toutes les tendances de la bourgeoisie pakistanaise se congratulaient sans réserves : un projet de constitution venait d'être mis sur pied. La fête se terminait à peine que la police du plus important centre industriel du pays, Karachi, tirait sur des grévistes, bilan : 7 morts, 36 blessés.

Depuis ces deux derniers mois, la répression n'a pas désembré : plus de 200 ouvriers et paysans ont été tués par la police en différents endroits. Les blessés se comptent par centaines, par milliers ceux qui croupissent dans les prisons de Bhutto. Paradoxe : les prisonniers politiques sont plus nombreux sous la première expérience de « démocratie bourgeoise » du Pakistan qu'au cours de deux précédentes dictatures militaires. Quel acte d'accusation terrible pour les « communistes » prosoviétiques pakistanais qui se sont mis à la traîne de Bhutto et du parti bourgeois national Awami !

En dépit de cette répression, sans direction politique, la classe ouvrière de Karachi continue le combat. L'explosion récente est partie de plusieurs occupations d'usines, ensuite attaquées par l'armée et dont les travailleurs furent expulsés. Le lendemain, par milliers, les travailleurs se mettaient en grève et paralysaient l'activité industrielle de la ville entière. Les travailleurs ne reculaient pas devant l'affrontement. Bien qu'en juillet dernier, la police ait tué près de 40 ouvriers, espérant désamorcer la lutte.

Les affrontements qui ont coûté la vie à sept militants se sont déroulés dans le complexe industriel de Landhi, le plus important de la ville. Alors que les ouvriers tenaient une assemblée générale, 300 policiers armés tentaient de les encercler. Les travailleurs résistèrent, se divisant en petits commandos. Des messagers recrutèrent les ouvriers des autres usines. Le principal quotidien de Karachi raconte ainsi les événements :

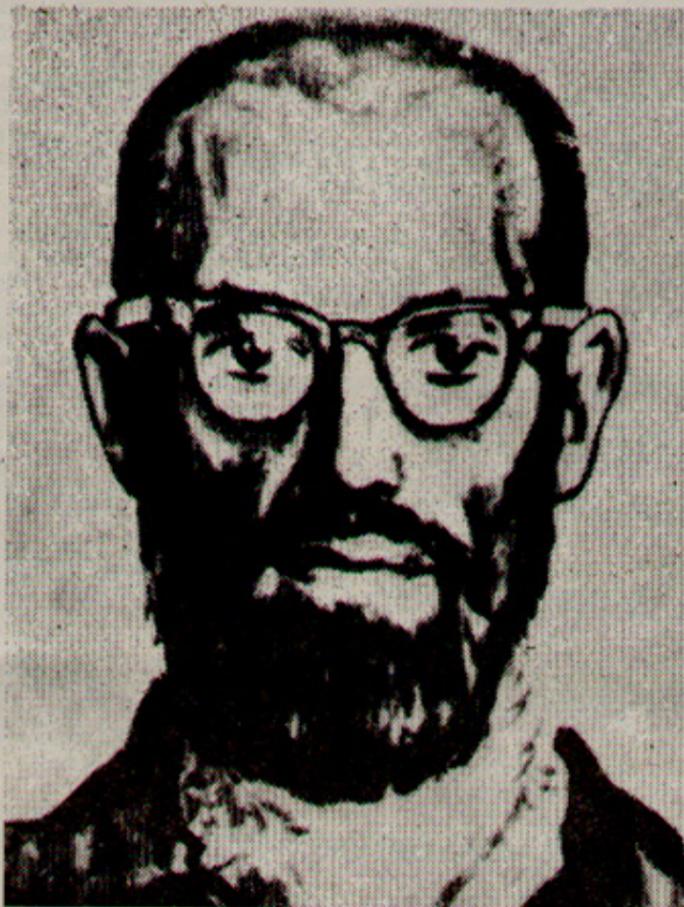
« Les travailleurs lancèrent des slogans contre la police et élevèrent de grandes barricades pour empêcher la police aussi bien d'avancer que de faire retraite vers la ville. Les travailleurs utilisèrent au mieux le relief escarpé qui leur fournissait un abri naturel contre la police. En peu de temps, les travailleurs défoncèrent la route en plusieurs points et élevèrent des barricades avec de grosses pierres, des poteaux téléphoniques et des morceaux de bois.

A plusieurs reprises, les policiers fatigués se retirèrent vers leurs camions pour s'y réfugier et se reposer. Mais ils devaient les abandonner car les travailleurs resseraient à coups de pierre l'encercllement autour des véhicules »

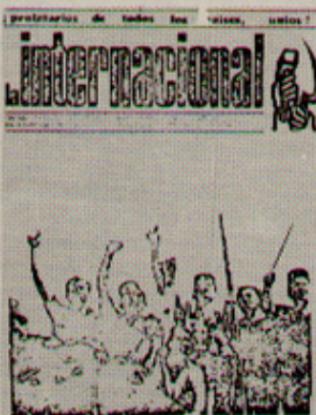
La bataille dura plusieurs heures. La police dut se retirer. La seule faiblesse des travailleurs était l'armement, très faible. Plus que jamais la création de milices ouvrières est à l'ordre du jour. Le lendemain de l'affrontement, Usman Baloch, syndicaliste-révolutionnaire, président de la Fédération Ouvrière Unifiée du Sud, et 500 militants furent arrêtés.

Depuis, Karachi connaît une vague incessante de grèves. Onze fédérations syndicales appellent à un arrêt illimité du travail. L'absence de direction révolutionnaire reconnue se fait cruellement sentir. La brutale répression a quand même obligé le ministre maoïste du gouvernement Bhutto à démissionner. Ce dernier et ses amis maoïstes sont totalement impuissants face à la situation actuelle. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est l'auto-défense armée, des grèves comme des manifestations de masse.

Tariq Ali.



Iouri Galanskov, dessiné par Iouri Ivanov, oppositonnel lui aussi emprisonné



Brochure de la L.C. pour l'émigration espagnole, faite en collaboration avec la LCR (Espagne).
Commandes à la Librairie Rouge : 1 F.
Envoi franco : 1,20 F

URSS dans les camps, on meurt de vieillesse à 33 ans

Iouri Galanskov est mort au camp de Potma à l'âge de 33 ans. Iouri Galanskov appartenait à cette nouvelle génération d'oppositionalistes, que la bureaucratie n'a jamais réussi à briser. Il est enfermé à plusieurs reprises dans des hôpitaux psychiatriques spéciaux pour avoir publié une revue clandestine « Phénix ». En 1965, il manifesta, seul, devant l'ambassade américaine pour protester contre l'intervention américaine à Saint Domingue ; il participe activement à la campagne de défense de Siniavski et Daniel. Condamné en 1968 à sept ans de régime sévère, Galanskov continue la lutte au camp : il organise et participe aux actions de solidarité pour les autres détenus et dénonce les conditions de détention des oppositionnels. Malgré son état de santé qui va en s'aggravant, tout

soin lui est refusé par l'administration pénitencière. Opéré alors qu'il était déjà trop tard, il est mort d'un cancer le 4 novembre.

La mort de Iouri Galanskov dont la bureaucratie est la seule responsable, montre quel sort celle-ci réserve à ceux qu'elle n'a pu briser. Ce fait n'est pas isolé, les événements des derniers mois prouvent que la bureaucratie est prête à tout pour écraser toute opposition. Cette année la vague de répression semble avoir atteint son point culminant depuis la mort de Staline : à Moscou, Léninograd, de nombreux oppositionnels ont été arrêtés (dont Piotr Yakir en septembre, V.I. Savenkova, sa femme, en novembre) ; en Ukraine, environ deux cent personnes - intellectuels, ouvriers - ont été arrêtés depuis janvier ; en Lituanie, deux cent jeunes sont en prison et attendent d'être jugés pour leur participation aux manifestations qui suivirent le suicide par le feu d'un jeune lituanien à Kaunas ; en septembre, à Dniepropetrovsk, la police et la milice ont tiré sur des grévistes qui réclamaient de meilleures conditions de vie.

Face à ces nouveaux crimes de la bureaucratie stalinienne, il faut développer une large campagne de solidarité avec tous ceux qui en URSS sont victimes de la répression féroce de la part de la bureaucratie.

tom/dom

le mirage de l'autonomie

Le 15 novembre 1972, s'est tenu à Paris la deuxième rencontre « pour l'autodétermination des TOM-DOM ». Elle regroupait différentes organisations des colonies françaises, et les partis de la « gauche française », bref le PCF et le PS (ainsi que le PSU qui a réussi à caser là ses ambitions de lanterne rouge de l'Union de la Gauche). Toutes les organisations des colonies françaises participant à cette réunion ont un point commun : elles se limitent à la revendication d'autonomie ; le changement de statut qu'elles avancent reste dans le cadre de



Magnum

gardée de l'impérialisme français.

l'« Union avec la France », n'est qu'une « étape » vers, un jour, l'indépendance. Ce mot d'ordre d'autonomie explique qu'à cette conférence ne participait pas, par exemple, le Groupe « Révolution Socialiste » groupe antillais luttant pour l'indépendance et le socialisme. Ce groupe critique dans les termes suivants le mot d'ordre d'autonomie : l'autonomie, de deux choses l'une, signifie :

— L'Union avec une France démocratique populaire, celle de l'Union de la Gauche. Alors c'est un mot d'ordre *suiviste, défaitiste*, qui met la lutte des peuples des TOM-DOM à la remorque du combat des « grands partis frères » français. C'est une façon de se défier des capacités révolutionnaires du prolétariat des pays colonisés et de s'en remettre à un hypothétique changement de régime en France.

— ou bien l'Union avec une France inchangée, capitaliste, jusqu'au bout des ongles. Alors l'autonomie n'est qu'un leurre, ne signifie de fait *aucun changement réel* de la vie des peuples colonisés par la France. Comment un territoire autonome peut-il être un tant soit peu libre, alors qu'il reste lié à la mère patrie, économiquement, politiquement, militairement ? Le 3 décembre, la majorité de la population de l'archipel des Comores, territoire français « autonome » ne s'est-elle pas déterminée, malgré la fraude électorale, massivement en faveur de l'indépendance, affirmant que l'autonomie n'avait rien changé à son statut antérieur ?

Du côté des organisations françaises, cette conférence revêt une coloration nettement électorale. Les partis du programme commun dispensent leurs promesses aux « petits peuples colonisés ». De ces promesses qu'en est-il ? S'il reconnaît « le droit à l'autodétermination des peuples des DOM et des TOM », le programme commun ne voit tout changement de statut que dans le cadre de la constitution actuelle (bourgeoise !!) de l'Etat Français. Réformisme et national chauvinisme vont de pair. De fait, stipule le programme commun, les nouveaux statuts seront discutés avec des représentants élus des peuples colonisés, dans le cadre d'assemblées locales élues. Ainsi, la France restant capitaliste, la bourgeoisie dominante, et les élections truquées, les représentants des peuples des DOM et des TOM seront désignés

dans le cadre d'élections bourgeoises, où les colons, non-expropriés, se chargeront de maintenir la fraude. Les représentants ne seront donc aucunement élus par la volonté populaire. A ce compte aucun de ces élus ne parlera d'indépendance ! Pour sûr !!! Il s'agit donc d'un statut octroyé, discuté dans le cadre de la constitution bourgeoise, sur la base d'élections relevant de la « démocratie bourgeoise ».

Voilà comment le programme commun soutient la lutte des peuples des colonies françaises. Le chapitre VI qui devait en « causer » est en fait plus frappant par ses silences. Aux militants du PCF, nous demandons clairement : si vous êtes « au pouvoir », le gouvernement d'Union Populaire décidera-t-il *immédiatement et sans conditions* le retrait des troupes d'occupation françaises, verrou de la domination coloniale des TOM et des DOM ?

Joseph Krasny.



italie

la lutte pour le renouvellement des contrats

Trois millions de salariés en lutte. Un million et demi de travailleurs en grève le 22 novembre à l'appel des fédérations syndicales de la Métallurgie. Cent cinquante mille manifestants dans la rue le même jour à Milan, où, aux côtés des métallurgistes, se trouvaient des ouvriers du textile, du caoutchouc et des étudiants. *Que se passe-t-il donc en Italie ?*

Il s'agit de la lutte pour le renouvellement des contrats. Cet affrontement de classe est politiquement capital. La lutte pour les contrats, dans la chimie, dans la métallurgie, est une nouvelle épreuve de force entre les classes dirigeantes et la classe ouvrière italiennes. Pour nos camarades des *Gruppi Comunisti Rivoluzionari*, section italienne de la IVe Internationale, il fallait « donner la priorité aux luttes contre l'at-

taque du niveau de l'emploi et la perte du pouvoir d'achat, conséquence inévitable de l'inflation toujours plus forte » (Livio Maitan, dirigeant des GCR). Ainsi mettaient-ils en avant la revendication de 36 heures pour tous, et celle d'une véritable échelle mobile des salaires garantie par le contrôle des travailleurs.

La combativité ouvrière s'est heurtée aux directions syndicales qui tentèrent de dédramatiser, de minimiser l'affrontement, de l'étouffer. Ainsi elles choisirent d'échelonner dans le temps les luttes des différentes catégories, et de ne recourir à l'unité d'action qu'en dernière ressource. Les travailleurs sont donc partis au combat en ordre dispersé, mal armés, puisque les directions réformistes avançaient des plateformes revendicatives limitées, tenant compte des « problèmes du patron » ! Le résultat de ces trahisons, de ces compromis : la mobilisation des travailleurs de la chimie se prolongea pendant plusieurs mois alors que les métallos faisaient durer la phase préparatoire, et, surtout, le renouvellement des contrats de chimie s'est conclu sur un accord largement en-dessous de la plateforme syndicale, déjà si timidement comme l'écrit encore Livio Maitan. « Le patronat et le gouvernement peuvent se réjouir d'avoir surmonté à peu de frais un premier écueil. Les ouvriers de la chimie, même s'ils obtiennent quelques avantages, se retrouvent exactement comme avant, confrontés aux problèmes du chômage et des augmentations de prix ».

La responsabilité de la seconde phase, la plus décisive de la lutte, repose entièrement sur les métallos. Les métallos se trouvent en première ligne. « Un échec de leur lutte aurait des conséquences encore plus lourdes que le mauvais compromis qui a mis fin à la lutte des ouvriers de la chimie. Le devoir des révolutionnaires de contribuer de façon déterminée aux luttes qui se préparent, en maintenant fermement leur ligne ».

J. KRASNY

afrique: le néo-colonialisme en crise

Pompidou était à peine revenu des lointains rivages africains, que la Mauritanie, puis le Dahomey, remettaient en cause la zone franc, un des aspects traditionnels de la domination néo-coloniale française en Afrique.

Témérité ? Rupture ? Réajustement ? De quoi s'agit-il ? En fait cette « affaire » met en évidence deux réalités notables de la société coloniale : la pénétration d'impérialismes rivaux (essentiellement les Etats-Unis et l'Allemagne) à l'intérieur des chasses gardées de l'ancien empire français, se conjugue au renforcement et à l'appétit grandissant d'une classe bourgeoise africaine affairiste et compradore.

Cette classe bourgeoise compradore a été créée par l'impérialisme français, et son développement dépend de lui. Elle n'a pas d'autonomie réelle. Elle est incapable de résoudre la crise économique du néo-colonialisme, liée essentiellement à la chute des cours mondiaux, au moindre intérêt et de certaines cultures, à l'absence d'une diversification des cultures et d'une industrialisation véritable. L'impérialisme et ses cliques locales sont incapables de résoudre les problèmes qu'ils ont eux-mêmes créés, caractéristiques d'une économie « sous-développée ». Ces équipes fantoches, si elles sont incapables même de maintenir un appareil d'Etat solide, se disputent les quelques miettes de l'exploitation des masses ouvrières et paysannes que leur accorde l'impérialisme. Pour permettre un développement d'un petit capital, elles cherchent des pis-aller. La crise économique du néo-colonialisme entraîne donc une crise politique profonde des castes dirigeantes. Ainsi s'explique le recours fréquent à l'armée, qui prend le pouvoir parfois, ou tout au moins tient sous sa coupe le pouvoir civil. De son côté l'impérialisme français sait que la stabilité du pouvoir néo-colonial passe par l'octroi de miettes plus substantielles au petit capital africain avide de se développer, dans un cadre compradore, c'est-à-dire en dépendance du capital étranger. Voilà pourquoi Pompidou voyage.

Mais ce qui inquiète Pompidou, c'est l'autre aspect de la question : la concurrence acharnée des différentes fractions impérialistes autour du « gâteau » français, et le risque pour la France de perdre son hégémonie traditionnelle. Car le développement que désire pour elle-même la bourgeoisie africaine compradore et affairiste, issue historiquement de la petite-bourgeoisie urbaine bureaucratique, passe par une diversification de ses maîtres. C'est ce que montre clairement l'affaire de la zone franc : la franc CFA, directement dépendant de la Banque de France, doit être converti en francs français avant de donner des Detsch Mark ou des dollars US. L'ouverture mauritanienne vers le Maghreb, qui a lui-même rompu avec la zone franc, la pénétration allemande et américaine au Dahomey, poussent ces régimes à s'ouvrir à d'autres horizons.

La rupture avec la zone franc ou au moins une demande de révision des accords (comme au Togo, où l'idée fut murmurée quand Pompidou faisait sa tournée de popottes) attestent donc la crise du néo-colonialisme français, et des couches compradore qu'il a créées. De ces dernières il ne faut pas faire, sous prétexte qu'elles deviendraient « anti-françaises », des « bourgeoisies anti-impérialistes » (? ! ? !): quelque soit le pays impérialiste dominant, dans son ensemble, sans exceptions, le capital africain est totalement dépendant du marché mondial impérialiste. Il n'y a pas de secteur dépendant permettant l'apparition d'une bourgeoisie nationale, autonome politiquement.

Face à cette crise, Pompidou a l'atout Bigeart d'un côté qui prépare ses troupes, et de l'autre le « gadget » des « ensembles régionaux ». Il s'agit de structures renforçant la balkanisation de l'Afrique, où l'impérialisme espère mieux régler la crise économique et par lesquelles il est sûr de mieux contrôler militairement et politiquement l'Afrique noire. C'est dans le cadre de ce pan-africanisme réactionnaire que Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire) ouvre des relations suivies avec les racistes d'Afrique du Sud (on a toujours son « bon nègre » !), ou que le capital français investit de plus en plus en Afrique Australe, aidant ainsi le Portugal dans sa guerre coloniale. Enfin, Pompidou tonne : « ...C'est que la souveraineté, a-t-il déclaré à Lomé (Togo), que peuvent réclamer les autres (les Africains) ont leurs limites dans la garantie que donne l'Etat français ». Bref, vous êtes nos larbins, et tenez-vous le pour dit ! Sans commentaires...

C.GABRIEL
J.BOULLON

'family life'

ou d'une
horreur
banale
et quotidienne..

La « vie de famille » selon Ken Loach : l'expression des rapports entre les différentes composantes de la cellule familiale. Des composantes qui ne se réduisent plus à papa, maman, enfants, car planent sur la famille, jusqu'à s'y inscrire, des catégories comme le culte du travail, la répression sexuelle, l'efficacité, bref, l'organisation de la survie.

Le père est un bon, un excellent travailleur. Jamais manqué une journée de travail : il a bien gagné son petit droit de vivre dans une cité, style coron de luxe, et, surtout, a droit à une belle pendule consacrant vingt ans de bons et loyaux services. Janice, sa fille, l'« héroïne » du film, la « folle », ne s'y trompe pas. Quand sa rage devient, littéralement, indicible... que va-t-elle faire ? Graver au couteau son nom sur la belle table en simili-teck du salon et fracasser la sinistre pendule, fétiche, trace d'un salariat qui empoisonne son père. Ce geste lui vaut un nouvel internement, parce qu'il prouve sa totale extériorité au monde des normalisés.

La répression sexuelle est là, éclatante. La fonction érotique se réduit, chez les parents, à la fonction de reproduction. « On a deux enfants, non ? Alors, ça marche bien », dit le père au psychiatre qui l'interroge sur sa vie sexuelle. Le psychiatre insiste. L'autre avoue, en se tortillant sur sa chaise « Ben oui, c'est vrai, ma femme aurait pu faire mieux, parfois... ».

L'important est d'être une bonne mère, une bonne ménagère, l'important est d'être un bon mari qui rapporte sa paye à la maison. le reste est dégoûtant. La mère oblige Janice à avorter, contre son gré, car l'important est que Janice ne jouisse pas de la libre disposition de son corps et de l'enfant que le plaisir lui a donné. L'important est qu'elle ne jouisse pas. Ou alors, elle est folle, folle à lier, folle à électrochoquer.

Rentabilisation psychiatrique.

C'est là qu'intervient tragiquement le culte de l'efficacité, de la rentabilité. Janice, lors d'un premier internement, a affaire à un psychiatre libéral. Mais la commission administrative de l'hôpital ne peut concevoir qu'une équipe entière, celle de ce psychiatre, ne s'occupe que de trente malades. Quel mauvais exemple pour les parents, les visiteurs ! Un médecin qui ne réprime pas, ne porte pas de blouse et n'utilise pas de médicaments... Il est remplacé par un psychiatre plus classique, efficace distributeur de cachets et d'électro-chocs. Tisser un réseau de complicités pour que pas un geste du malade n'échappe aux thérapeutes, telle est sa spécialité.

Cette psychiatrie-là, qui voue un culte fervent à la réadaptation sociale et à la sexualité bornée par les liens sacrés du mariage, cette psychiatrie normalisatrice qui soigne les déviants que la société lui apporte, n'est pas autre chose qu'une institution répressive, qui concentre tout ce que le corps social contient d'atteinte au désir individuel.

Il serait trop simple de cultiver l'illusion qu'une psychiatrie « progressiste » arrangerait les choses. Comme il serait absurde de fixer sa hargne sur des parents tels que ceux de Janice, odieux dans leur bonne conscience et leur respectabilité boursoufflée. C'est l'organisation de la survie qu'il s'agit ici de critiquer.

C'est la famille, elle aussi institution parmi d'autres de l'oppression généralisée, qu'il faut soumettre au feu de la critique. L'auteur ne nous livre pas un drame intimiste-misérabiliste, mais une scène du théâtre social : une adolescente glisse inexorablement vers la folie. La folie, expression individualisée de l'aliénation familiale.

Ce film a le mérite, pour nous militants, de nous appeler à l'unification de notre praxis révolutionnaire, à la mise en relation des différents plans de l'oppression qui régit la société de classe. L'ordre familial est aujourd'hui le sinistre étayage de l'ordre capitaliste.

J. Reiss.



cinéma

PUBLICITÉ

POLITIQUE AUJOURD'HUI.

Au sommaire du numéro de décembre 1972 :

EUROPE DES TRAVAILLEURS OU EUROPE DES TRUSTS.

R. Zallider : Les sociétés multi-nationales dans le secteur agro-alimentaire.

Jean Pierre Dubois, Paul Ramadier : Vers l'Europe des travailleurs, difficultés et contradictions (deuxième partie).

BUREAUCRATIE CENSURE, RÉPRESSION.

Andreas Hegedus : La bureaucratie, qu'est-ce que c'est ?

Vladimir Petchorine : La presse et le pouvoir en Union Soviétique.

SUR LA PRODUCTION CULTURELLE.

Jan Kott entre Shakespeare et Euripide (propos recueillis par Antonin Liehm).

Madeleine Rébérioux : L'austérité, spectacle révolutionnaire (« 1793 » au Théâtre du Soleil).

Madeleine Rébérioux : La guerre d'Algérie, dix ans après.

Index des articles parus en 1972.

Le numéro : 10 francs — Remise de 10 % sur l'abonnement aux lecteurs de Rouge.

Politique aujourd'hui, 14-16 rue des Petits Hôtels, Paris 10ème.

soutenez Rouge, abonnez-vous !

Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Abonnement choisi.....

rouge

10, imp. Guéménée - Paris 4 -
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82
CCP 25 043 88 - paris

Directeur de la publication
Henri Weber

Secrétariat de rédaction
Philippe Beauchamp, Daniel
Bensaid, Alain Clément, Ber-
trand l'Helgouach, Joseph
Krasny, Alain Krivine, Michel
Lenoir, Philippe Sabathé,
Christiane Tillier.

Les articles signés n'engagent
pas nécessairement le point
de vue de l'organisation.

tarif des abonnements

	la france		l'étranger	
	ouvert	fermé	ouvert	fermé
un an	90	150	110	180
six mois	45	75	55	90

par avion: écrire à ROUGE
Seules les demandes d'abonnement
accompagnées de leur règlement im-
médiat sont prises en considération.
Pour tout changement d'adresse, join-
dre 1fr.50 et la dernière bande.

Impression : SAIE Moriamé
61, faubourg Poissonnière - Paris (9)

Je désire prendre contact avec
la Ligue Communiste

NOM.....

ADRESSE.....

Age..... Profession.....

Lieu de travail (facultatif).....

